

**Le journal  
d'Arlette  
Laguiller**

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**LUTTE**  
**OUVRIÈRE**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)



Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2387 - 2 mai 2014 - Prix: 1 € - DOM: 1,50€

**Des listes Lutte Ouvrière  
aux élections européennes**

**Pour faire  
entendre  
le camp des  
travailleurs**

P. 5



**Alstom**

**Grandes manœuvres capitalistes  
et gesticulations du gouvernement**

P. 3

## SOMMAIRE

p. 16 ■ 7, 8 et 9 juin 2014

■ La Fête de Lutte Ouvrière

### Leur société

p. 4 ■ L'austérité selon Hollande et Valls

■ Le gouvernement et ses députés pseudo-opposants

p. 6 ■ 15 mai : affirmer l'unité du monde du travail

■ Attaques contre le smic

p. 7 ■ Alstom-GE Belfort : interdire les licenciements

■ Bouygues ramasse le gros lot

■ L'État sauveur suprême des profits

p. 11 ■ Plan d'économies dans la santé

■ Vivendi : des milliards pour les actionnaires

■ Des pilules en or pour les industriels de la pharmacie

■ Grenoble : marche de la colère

p. 12 ■ 1<sup>er</sup> mai : rien à voir avec le muguet

■ La Nouvelle VO va-t-elle disparaître

■ Les greffiers en grève

### Élections européennes

p. 5 ■ Avec Lutte Ouvrière

faire entendre le camp des travailleurs

### Dans le monde

p. 8 ■ Espagne : fausse reprise et chômage

■ Algérie : abstention record

p. 9 ■ Centrafrique : la population toujours dans l'insécurité

■ Inde : grève chez Toyota à Bangalore

■ Cambodge : grève dans le textile

### Il y a quarante ans

p. 10 ■ La « révolution des œilletons » au Portugal

### Dans les entreprises

p. 13 ■ Sncf : fin des guichets à Paris Saint-Lazare

■ Saint-Étienne du Rouvray, réaction contre la précarité

■ Restrictions budgétaires dans la psychiatrie publique

p. 14 ■ PSA : les ouvriers versent leur prime aux Restos du coeur

■ Sanofi : l'amiante en question

■ La Poste : sept jours de grève à Nantes

■ Attia Limousin : monopoly avec la peau des travailleurs

# Cachez ces saints qu'on a trop vus

**Était-il indispensable que le monde entier – y compris ceux, nombreux, qui ne se sentent pas du tout concernés – soit informé dans le moindre détail du cérémonial concernant la béatification de deux papes pour le prix d'un ? À la télévision, il s'est trouvé des journalistes pour relater le plus sérieusement du monde les prétendus miracles accomplis par ces postulants à la sainteté.**

Depuis des semaines, des « experts » se sont relayés à l'écran pour enfoncer dans les cervelles qu'un cadeau de 50 milliards aux capitalistes, c'est sacré. Le temps d'un long week-end, ils ont cédé la place à d'autres experts : ceux d'une commission chargée par le Vatican de dénicher de nouveaux saints.

Les moyens les plus modernes de communication ont été mis en œuvre pour permettre au monde entier d'assister à une cérémonie digne des superstitions du Moyen Âge car les papes choisissent de tabler sur les satellites plutôt que d'utiliser la voie des anges pour répandre leurs élucubrations.

Depuis le Moyen Âge, les papes ont perdu leur pouvoir de faire brûler les hérétiques, mais la nuisance de l'Église est loin d'avoir totalement disparu. De la complicité de la papauté dans le massacre des Juifs par le régime nazi à l'attitude des papes plus

récents, il y a continuité. Pie XII, pape durant la Seconde Guerre mondiale, est sur la voie pour être canonisé, mais son dossier a été bloqué, sans doute par crainte de remettre dans l'actualité un rôle dont l'Église n'a pas trop intérêt à se vanter.

Cependant, un curriculum vitae réactionnaire est de mise pour devenir un bon petit saint : faire profession de foi d'anticommunisme, s'opposer à l'émancipation des femmes, maudire les préservatifs quitte à aider à la propagation du sida en Afrique et ailleurs, être attaché aux préjugés et aux discriminations à l'égard des homosexuels, être strict sur le célibat et beaucoup plus cool sur la pédophilie répandue parmi les prêtres... Tous ces éléments figuraient aux dossiers de Jean XXIII et de Jean-Paul II.

Jean SANDAY

## LE CREDO DE VALLS



## Valls à genoux...

Valls s'est rendu à la cérémonie de canonisation des papes à Rome. C'était la troisième fois qu'il faisait le pèlerinage ! Les pèlerins français l'ont hué lorsque son image est apparue sur les écrans géants : comme quoi, aux yeux de ces calotins, il n'y a pas de péché pardonné.

En octobre 2012, alors qu'il n'était que ministre

de l'Intérieur, à l'occasion déjà d'une canonisation, il s'était rendu au Vatican pour se déclarer favorable à « un dialogue constant, régulier, respectueux des positions des uns et des autres ». En janvier dernier, nouveau voyage, cette fois pour accompagner une visite de Hollande. La loi sur le mariage pour tous avait fini par être adoptée en avril

2013, fournissant à la droite le prétexte de se montrer dans la rue.

L'équipe Hollande-Ayrault, tout comme le tandem Hollande-Valls, a montré sa sensibilité à la pression de l'opinion la plus réactionnaire, qui ne peut que se sentir confortée par leurs génuflexions actuelles.

J.S

## Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte Ouvrière

en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 233 75865 PARIS CEDEX 18

Merci aussi de nous indiquer

lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

### LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotopresse Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Dépôt légal mai 2014.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

### SUR INTERNET

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)

[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)

[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

Lutte Ouvrière

l'hebdomadaire

[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

Lutte Ouvrière

multimédia

(télé, radio, CLT)

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

Lutte Ouvrière

audio

(version parlée de nos textes)

[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

La lettre d'information

hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

### Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

### ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : .....Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....Ville : .....

Ci-joint la somme de : .....

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière	Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €
USA, Canada	35 €	70 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

## Alstom : les grandes manœuvres capitalistes et les gesticulations du gouvernement

Patronat comme gouvernement nous serinent qu'il n'y a plus d'argent, qu'il faut se serrer la ceinture pour que les entreprises aillent mieux. Mais les grandes manœuvres capitalistes sont réparties, à coups de dizaines de milliards. Après le rachat de SFR par Numericable, le groupe américain General Electric et l'allemand Siemens sont en lice pour acheter la branche Énergie d'Alstom.

Il y a de quoi être révolté par ce Monopoly capitaliste où les travailleurs sont vendus, achetés, loués, licenciés comme s'ils étaient des pions et sans, bien sûr, qu'ils aient leur mot à dire.

Mais l'agitation du gouvernement est tout aussi écœurante. Il s'excite et fait mine d'œuvrer pour l'intérêt supérieur en poussant l'offre de Siemens. Mais Hollande et les ministres qui s'agitent autour de lui savent que la décision ne leur appartient pas. Ils savent que, dans cette société, le pouvoir est dans les mains de ceux qui détiennent les capitaux.

Si les grands actionnaires d'Alstom, à commencer par Bouygues, actionnaire pour 29 %, trouvent plus d'intérêt à vendre à GE qu'à Siemens, ils vendront à GE. N'en déplaise au gouvernement, à Montebourg et à ses sornettes patriotiques.

Quant au sort et aux intérêts des travailleurs, ils n'entrent ni dans les calculs des capitalistes ni dans ceux du gouvernement. De l'avis de spécialistes, le rachat par Siemens risquerait même d'entraîner plus de licenciements que celui de GE !

Le gouvernement se moque tout autant des travailleurs d'Alstom que des 11 000 salariés de GE qui travaillent en France. Il n'a d'ailleurs jamais rien trouvé à redire contre Alstom, alors que ce dernier enchaîne depuis dix ans plan de licenciements sur plan de licenciements.

Qu'ils soient français, américains, allemands, chinois ou autres, tous les groupes capitalistes sont à mettre dans le même sac. Et les travailleurs de Belfort en savent quelque chose. Qu'ils travaillent chez Alstom ou chez GE, ils ont été confrontés aux suppressions d'emplois, aux restructurations, au chantage à la compétitivité. Seule différence... GE paye mieux qu'Alstom !

Comme l'a dit un ouvrier d'Alstom, « peu importe la couleur du bleu de travail, l'important est d'avoir du travail ». Alors, laissons les bonimenteurs de foire discourir sur l'indépendance de la France et pleurer sur la

perte des fleurons français. Ils ne sont bons qu'à cela.

La seule marge de manœuvre que la bourgeoisie laisse au gouvernement, c'est de décider comment et par quels biais il fera payer la population. C'est un sale boulot, mais le gouvernement socialiste le fait sans rechigner.

Mardi, Valls présente au Parlement son plan de stabilité. Il est fier de sa copie et de ses ministres, qui savent compter en milliards et enrober le tout avec des mots comme « justice sociale ». Regardez comment Marisol Touraine, ministre de la Santé, présente les dix milliards de coupes à réaliser dans la santé comme une chance pour moderniser les soins !

Mais, derrière ces chiffres, il y a des malades qui attendent des mois pour se faire opérer, et qui seront plus nombreux demain. Il y a ceux qui sont poussés hors de l'hôpital alors qu'ils ne tiennent pas debout, au prétexte de chirurgie ambulatoire. Il y a ces retraités étranglés par les hausses d'impôt et la vie chère, qui se privent, réduisent leur chauffage, ne sortent plus.

Valls a fait un geste pour faire rentrer dans le rang quelques trublions socialistes : il ne touchera pas aux petites retraites et le plan pauvreté ne sera pas suspendu : vous parlez d'une avancée !

Qu'on soit retraité, en activité ou au chômage, nous sommes tous attaqués, jusqu'au plus pauvre. Si ce n'est par le gel des salaires dans la fonction publique ou la désindexation des prestations sociales et des retraites, ce sera par les coupes dans les budgets des collectivités locales et des services publics.

Et tout cela pour quoi ? Pour que le grand patronat bénéficie de 40 milliards de baisses de cotisations et d'impôts, sommes que l'on retrouvera dans le casino capitaliste. Il faut dire non à cette politique !

Tant que Valls n'a affaire qu'aux couinements de quelques députés socialistes faciles à faire taire et à la passivité des dirigeants syndicaux, les mouvements de menton lui suffiront pour passer en force. Mais si, demain, le désaveu des classes populaires qui s'est exprimé aux municipales s'exprimait dans la rue, il en irait tout autrement.

Pour dénoncer cette politique antiouvrière et cet ordre social capitaliste qui fait des travailleurs des pions, il ne faut pas se contenter d'exprimer son dégoût envers le Parti socialiste : il faut manifester sa colère et défendre ses exigences.

## Le millionnaire Gattaz en visite chez un Bourgeois

Gattaz, le président du Medef, est venu le 23 avril visiter l'usine Bourgeois à Besançon. Cette entreprise est connue comme étant « le troisième découpeur de tôleries au monde » avec ses 880 salariés, dont 400 à Besançon.

Gattaz s'y est fait le défenseur du pacte de responsabilité du gouvernement. Il a fait part de sa « confiance » dans ce pacte, « une opportunité historique » selon lui : « Cela fait trente ans que l'on maltraite des

entreprises en France. Il faut arrêter, il y aura un avant et un après pacte. » Le patron de l'entreprise Bourgeois a rajouté en écho : « Ce gouvernement, fût-il socialiste, il faut l'aider, car son diagnostic est bon. »

La logique des patrons, dont Gattaz est un des représentants, est simple : tant que le monde du travail se laisse faire, il faut continuer à serrer la vis, ils savent que le gouvernement sera à leurs ordres et qu'il leur donnera satisfaction.

## MEETING À PARIS

Vendredi 16 MAI  
à 20h30

## Faire entendre le camp des travailleurs

avec **Nathalie ARTHAUD** et **Jean-Pierre MERCIER**  
qui conduisent la liste Lutte Ouvrière en Île-de-France

Théâtre de la Mutualité

24, rue Saint-Victor - Paris 5<sup>e</sup> - Métro : Maubert-Mutualité



## • Plan d'austérité

# Hollande et Valls persistent et signent

**Revenant le 28 avril devant les députés socialistes sur les dispositions de son plan d'économies de 50 milliards, Valls a annoncé que les retraités percevant jusqu'à 1 200 euros par mois (retraites de base plus retraites complémentaires) soit un retraité sur deux, échapperont au gel de l'évolution de leur pension jusqu'en octobre 2015.**

En fait ils n'y échapperont qu'en partie.

En effet, le « dégel » ne s'appliquera qu'à compter du 1<sup>er</sup> octobre : le gel de six mois – entre avril 2014 et octobre 2014 – de la revalorisation des pensions supérieures au minimum vieillesse, décidé par Ayrault, n'étant pas remis en cause par son successeur.

Par ailleurs la mesure ne concernera que l'évolution de la retraite de base. La retraite complémentaire, elle, restera gelée au moins jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2015, comme en ont décidé les représentants du patronat et des syndicats de salariés qui gèrent les caisses de retraite complémentaire.

Les millions de retraités qui perçoivent plus de 1 200 euros par mois, eux, verront bien leur pension gelée, c'est-à-dire

amputée du niveau de l'inflation jusqu'en octobre 2015. La plupart sont pourtant bien loin d'être riches. Aujourd'hui, même avec plus de 1 200 euros par mois, beaucoup d'entre eux ont du mal à joindre les deux bouts.

Valls a aussi confirmé la prolongation du blocage des salaires des fonctionnaires – par le gel du point d'indice – jusqu'en 2017. Comme prévu, les petits salaires devraient y échapper : ceux des fonctionnaires des catégories C et des catégories B en début de carrière, soit 1,6 million sur les 5,3 millions d'agents de l'État, des collectivités locales et des hôpitaux. Cela dit, Valls a promis de rediscuter de la mesure chaque année... si la croissance revient. S'adressant à des fonctionnaires dont la rémunération est bloquée depuis 2010, une telle promesse

sonne comme une provocation de plus.

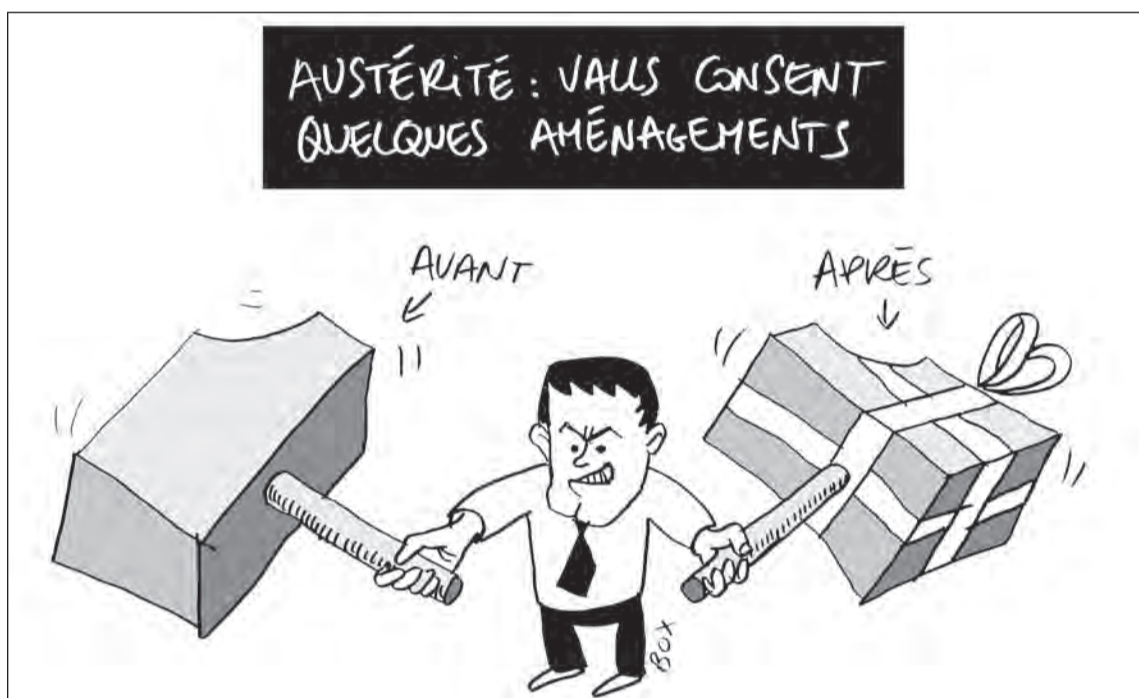
Enfin, Valls a annoncé que le gouvernement avait renoncé à décaler d'un an la revalorisation exceptionnelle du RSA (Revenu de solidarité active) de 10 % sur cinq ans, et de 2 % en 2014, décidée dans le cadre du plan dit de lutte contre la

pauvreté lancé en janvier 2013. C'est vraiment la moindre des choses. Sauf qu'il ne s'agit que d'une demi-mesure : la presse fait en effet remarquer que Valls n'a « pas donné la date de la prochaine revalorisation exceptionnelle du complément familial et de l'allocation de soutien familial, qui devaient

également être concernés par le report d'un an ».

Présenter ces quelques demi-mesures comme des concessions, comme des reculs, voire comme des cadeaux, est particulièrement choquant. Car sur l'essentiel Hollande et Valls persistent et signent.

Jean-Jacques LAMY



## • Le gouvernement et ses opposants de gauche :

# Même pas mal !

**Quarante et un députés du PS se sont abstenus lors du vote sur le plan dit de responsabilité présenté par Valls. Aussitôt, les commentateurs s'en sont donnés à cœur joie, en dramatisant à souhait, comme à chaque fois, dans ce genre de scénario.**

Valls n'aurait plus qu'une majorité fragile, « il devra composer avec son opposition interne » disent-ils. Comme si Valls se souciait sérieusement

des états d'âme des députés de son parti, lui qui s'est forgé une image et une réputation de marginal de droite au sein du PS, image qu'il cultive en permanence ; et surtout comme si sa majorité devait dépendre, automatiquement et exclusivement, jusqu'à la fin de la mandature, du soutien des seuls députés de gauche. Le gouvernement dit socialiste dispose d'éventuelles réserves... à droite. L'attitude des centristes et de certains représentants de l'UMP lors de ce vote vient

opportunément le rappeler.

D'autres, ou les mêmes, soulignent que les élus socialistes récalcitrants auraient contraint Valls à mettre de l'eau dans sa piquette, l'obligeant à revenir sur une partie, très marginale certes, de son plan, celle concernant les petites retraites. C'est une façon de valoriser la contestation au sein du PS. Sauf qu'il est très exagéré de parler de recul du Premier ministre. En fait, Valls utilise un stratagème

banal. Il annonce une amputation grave, puis revient sur des aspects parmi les plus choquants, mais à la marge sans rien changer d'essentiel.

Opération à multiples effets. Car Valls peut ainsi conforter son image, de politicien certes dur – lui préfère dire déterminé – mais pas insensible au sort des plus démunis. Ses opposants peuvent du même coup arguer que leur opposition a quand même payé. Sauf que, au final, les retraités les plus pauvres

n'y ont simplement obtenu que de ne pas passer immédiatement à la casserole, avec le reste des classes populaires. Une bien piètre victoire qui ne mérite pas qu'on en fasse des gorges chaudes. Mieux vaudrait dire, d'ailleurs, une opération d'enfumage classique qu'on risque de revoir souvent, avec la complicité de ceux, syndicalistes ou parlementaires, qui sont prompts à nous expliquer que, grâce à eux, on a évité le pire.

Jean-Pierre VIAL

## • Conférence de Hollande sur le chômage

# Toujours plus de cadeaux au patronat

**Alors que plus de cinq millions de personnes cherchent un travail, alors que de plus en plus de travailleurs âgés sans emploi ne trouvent plus rien, alors que deux millions de chômeurs pointent à Pôle emploi depuis plus d'un an, Hollande ne pouvait pas faire moins qu'un peu de cinéma.**

Avec la conférence du lundi 28 avril à la Maison de la chimie à Paris, il a fait mine de mobiliser tous les moyens à la disposition de l'État, en rassemblant le Premier ministre et les ministres concernés, les préfets et leurs sous-fifres, des responsables de Pôle emploi, et surtout le plus possible de journalistes. Tout ça pour annoncer

des mesures dérisoires et en perspective de nouveaux cadeaux au patronat.

Hollande a bien été obligé de faire un constat. Malgré les 4 000 euros par an et par salarié, et ce pendant trois ans, les patrons ne sont pas intéressés par le contrat de génération qui leur permet d'embaucher un jeune en CDI pour pas cher à la

simple condition de maintenir le poste d'un salarié de plus de 57 ans. Pour les satisfaire, Hollande va leur permettre de faire l'inverse, c'est-à-dire d'embaucher un salarié âgé en touchant la même somme. Comme si une entreprise allait embaucher un travailleur dont elle estime pouvoir se passer ? Comme si un patron avait besoin de subventions pour exploiter un salarié ?

Mais le pire des propositions de Hollande est ailleurs. Reprenant un rapport du PDG de GDF-Suez, se faisant le relais

des quatre volontés des patrons du CAC 40, le gouvernement va autoriser toutes les entreprises à embaucher des travailleurs comme apprentis quel que soit leur âge. Non seulement ces nouveaux salariés vont se retrouver avec un statut au rabais, mais les ex-chômeurs sous contrat d'apprentissage seront payés en grande partie par Pôle emploi qui continuera à leur verser les indemnités chômage. Les entreprises les plus puissantes et les plus florissantes du pays, qui versent des dizaines de milliards d'euros à leurs

actionnaires, vont pouvoir bénéficier d'une main-d'œuvre qualifiée en ne dépensant quasiment rien.

C'est uniquement en interdisant les licenciements, en contraignant le patronat à embaucher massivement, en lui imposant la répartition du travail entre tous les bras disponibles, qu'il sera possible d'améliorer la situation catastrophique des travailleurs au chômage ; des mesures à l'opposé de la stérile agitation de Hollande.

Gilles BOTI

• Aux élections européennes du 25 mai

## Faire entendre le camp des travailleurs

Lutte Ouvrière sera présente aux élections européennes dans les sept circonscriptions de métropole, et dans la circonscription d'outre-mer avec l'organisation communiste révolutionnaire Combat Ouvrier.

Alors que le Premier ministre, Manuel Valls, met en œuvre

savoir que le fait d'assurer par leur vote le succès de la gauche ne leur évitait pas de subir une politique s'attaquant à leurs moyens d'existence. Beaucoup ont alors voulu s'en démarquer et se sont abstenus aux élections municipales. Mais, dès les résultats proclamés, ils ont pu constater que leur geste était récupéré par la droite et l'extrême droite.

Le système électoral est ainsi fait qu'il force les électeurs à favoriser l'un ou l'autre des partis de la bourgeoisie, même lorsqu'ils veulent marquer leur opposition à tous.

Le seul moyen de l'empêcher est donc de voter pour des candidats qui s'opposent clairement à tous les partis de la bourgeoisie, de droite, de gauche ou d'extrême droite, mais qui combattent aussi la bour-

geoisie elle-même et son système d'exploitation.

Telle sera la signification des listes « Lutte Ouvrière, faire entendre le camp des travailleurs ».

Nous dirons qu'il faut contraindre le patronat à utiliser les profits accumulés pour assurer un niveau de vie décent à l'ensemble du monde du travail, aujourd'hui frappé par le chômage et la baisse du pouvoir d'achat.

Nous affirmerons qu'il faut interdire les licenciements, qu'il est indispensable d'augmenter massivement les salaires et les retraites, puis de les indexer chaque mois sur la hausse réelle des prix.

Nous défendrons la nécessité du contrôle des comptes des entreprises par les travailleurs et la population, afin que soient affichés au grand jour les mensonges de la bourgeoisie, qui prétend ne pas avoir d'argent pour garantir l'emploi et les salaires mais gaspille des milliards dans la spéculation.

Ce vote pour les listes « Lutte Ouvrière, faire entendre le camp des travailleurs » permettra

**Hollande ne vaut pas mieux que Sarkozy.**  
Le patronat impose de plus en plus de sacrifices aux travailleurs et le gouvernement obéit !  
**Ça suffit!**



## Réunions publiques avec Nathalie Arthaud



### Calais

**Vendredi 2 mai à 20 h**  
Chez Tino, 105, quai Lucien-Lheureux  
avec **Éric Pecqueur**

### Dijon

**Mercredi 7 mai à 19 h**  
Palais des Congrès – Salle du Clos-Vougeot  
avec **Claire Rocher**

### Strasbourg

**Dimanche 11 mai à 16 h**  
Le Ciarus – 7, rue Finkmatt  
avec **Claire Rocher**

### Limoges

**Mardi 13 mai à 20 h 30**  
Salle annexe Blanqui N°3 – Derrière la mairie  
avec **Marie Savre**

### Troyes

**Mercredi 14 mai à 19 h**  
Hôtel du Petit-Louvre  
avec **Claire Rocher**

### Poitiers

**Judi 15 mai à 20 h 30**  
Maison des 3 Quartiers 25, rue du Général-Sarraill  
avec **Valérie Hamon**

### Lille

**Mercredi 21 mai à 19 h**  
Salle du Gymnase – Place Sébastopol  
avec **Éric Pecqueur**

### Grenoble

**Judi 22 mai à 20 h 30**  
Salle Le Prisme à Seyssins  
avec **Chantal Gomez**

### Le Havre

**Vendredi 23 mai à 19 h 30**  
Salle René-Cassin – 130, rue Anatole-France  
avec **Éric Pecqueur**

**Pour soigner le patronat, Valls saigne la sécu. Voilà ce qu'est un gouvernement de combat... contre les travailleurs.**

**Lutte Ouvrière** Faire entendre le camp des travailleurs

une attaque sans précédent contre la classe ouvrière, ces élections seront une occasion pour les travailleurs de faire entendre leur voix, d'exprimer leur colère et d'approuver des objectifs de lutte permettant de changer en leur faveur le rapport de force avec la bourgeoisie.

Les élections municipales ont montré l'écœurement de l'électorat populaire à l'encontre du gouvernement socialiste et de sa politique anti-ouvrière. Cela s'est traduit par une abstention plus importante des électeurs de gauche. Au fil des élections, ceux-ci ont payé pour

Ne pas se tromper de cible!

**En euros ou en francs, nos fins de mois n'en seront pas moins difficiles.**

**Ce n'est pas telle ou telle monnaie qui nous pourrit la vie, mais le capitalisme et l'exploitation.**

**Lutte Ouvrière** Faire entendre le camp des travailleurs

## Les listes Lutte Ouvrière

Dans les différentes circonscriptions, nos listes seront conduites par :

### Nord-Ouest

**Eric Pecqueur** – ouvrier dans l'automobile  
**Anne Zanditénas** – enseignante en lycée professionnel

### Ouest

**Valérie Hamon** – conductrice de train  
**Eddy Le Beller** – technicien construction navale

### Est

**Claire Rocher** – infirmière au CHU de Dijon  
**Thomas Rose** – enseignant

### Sud-Ouest

**Sandra Torremocha** – professeur d'espagnol en collège  
**Guillaume Perchet** – électronicien

### Sud-Est

**Chantal Gomez** – dessinatrice technique  
**François Roche** – ouvrier dans l'aéronautique

### Massif Central-Centre

**Marie Savre** – formatrice  
**Eric Bellet** – ouvrier dans l'industrie du caoutchouc

### le-de-France

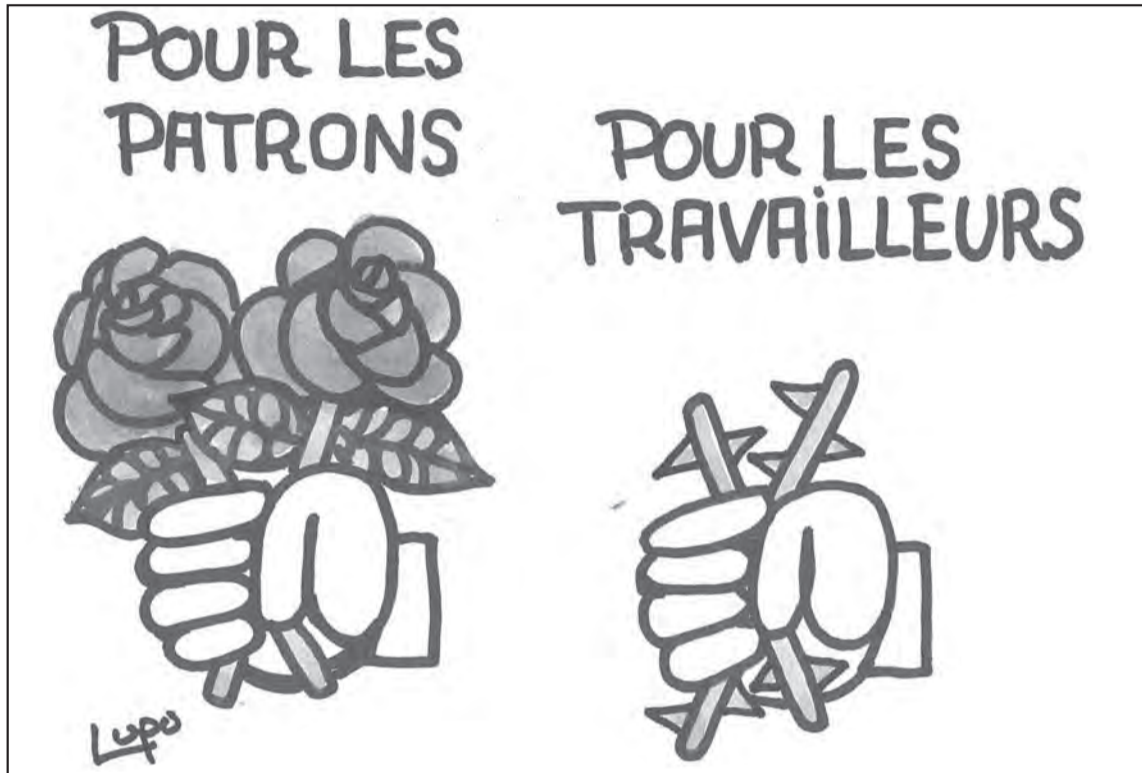
**Nathalie Arthaud** – enseignante  
**Jean-Pierre Mercier** – ouvrier dans l'automobile

### Outre-Mer

Liste Lutte Ouvrière et Combat Ouvrier  
**Ghislaine Joachim-Arnaud** – technicienne de laboratoire (Martinique)  
**Jean-Marie Nomertin** – employé (Guadeloupe)

- **Le 15 mai, affirmer l'unité du monde du travail**
- **Pour la défense des emplois, des salaires et des pensions**
- **Pour dire non au plan Valls-Hollande**

Avant même l'annonce du plan Valls, sept fédérations de fonctionnaires avaient pris l'initiative d'appeler à une journée de grève et de manifestation le 15 mai pour le pouvoir d'achat et l'emploi. La provocation des annonces gouvernementales a donné à cet appel une actualité qui dépasse largement la seule fonction publique, et devrait concerner l'ensemble du monde du travail.



Les attaques contre les ressources des 5,5 millions de salariés des différentes fonctions publiques (État, collectivités territoriales et santé) se sont particulièrement aggravées. Les salaires devraient être bloqués jusqu'en 2017, ce qui ferait sept ans de blocage avec celui déjà institué par Sarkozy. Des centaines de milliers de postes devraient être supprimés « pour assainir, est-il annoncé, les finances publiques », en réalité pour remplir les poches du grand patronat qui va se voir offrir 40 milliards de cadeaux divers par Hollande-Valls. Toute la population laborieuse va en fait devoir payer l'addition, avec des hôpitaux fermés, des services à la population restreints, c'est-à-dire une vie partout plus difficile dans les quartiers et villes populaires.

Mais il n'y a pas que le secteur public qui est visé. Tous les autres salariés ou ex-salariés sont sur la sellette. D'abord les retraités, même si l'énormité des attaques annoncées a amené Valls, pour un temps, à en exclure les plus petites retraites. Et puis tous les autres salariés voient leurs salaires, leurs emplois, leurs droits ouvertement menacés par ce gouvernement, qui se conduit en véritable homme de main du patronat.

Depuis qu'il est en place Hollande dit et répète qu'il faut

« redonner de la compétitivité aux entreprises », ce qui dans son langage signifie soutenir leurs propriétaires en s'en prenant à l'ensemble des conditions d'existence de millions de salariés. Il faut « faire baisser le coût du travail », voilà ce qu'il dit et répète le gouvernement, repris en chœur par tous les économistes autoproclamés, laudateurs d'un système qui les fait vivre. Alors oui, c'est l'ensemble des classes laborieuses qui devraient dire: trop c'est trop, assez de sacrifices pour ceux qui ne vivent que de leur travail pendant que les plus riches croulent sous les milliards extorqués.

Toute la politique du patronat et du gouvernement est de diviser les travailleurs en catégories, en faisant croire que les uns et les autres ont des intérêts particuliers, voire divergents. C'est là un mensonge. Si les millions de travailleurs se rassemblaient pour défendre leurs intérêts communs, ils seraient alors une force irrésistible qui ferait trembler le camp des possédants, comme cela s'est fait dans le passé, en 1936 comme en 1968.

Bien des travailleurs, bien des militants en ressentent la nécessité, même si cela n'est pas toujours exprimé clairement, tant les dirigeants des grandes centrales syndicales se gardent

de fixer une telle perspective. Alors ce sont les travailleurs eux-mêmes, avec tous ceux qui veulent œuvrer dans ce sens, qui peuvent changer la donne en obligeant les chefs syndicaux à changer de ton, en les forçant à agir.

Au-delà de la fonction publique, des appels ont déjà été lancés dans la santé et à La Poste. Au niveau de la CGT, la coordination Renault a de son côté lancé un appel à participer à cette journée. De même, des actions sont annoncées ce jour-là dans la métallurgie. Dans certaines unions départementales, l'appel à une manifestation interprofessionnelle est en discussion. Quoi qu'il en soit, il y a tout intérêt à ce que le maximum de travailleurs se joignent à cette journée sur la base des revendications vitales pour la classe ouvrière:

- la lutte contre le chômage par l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous, sans perte de salaire.

- l'augmentation massive des salaires et des pensions et leurs garanties par leur indexation sur la hausse des prix, en imposant ce que le mouvement ouvrier a toujours appelé l'échelle mobile des salaires.

Paul SOREL

## Fêtes régionales de Lutte Ouvrière

### \* BOURGES

Samedi 10 mai à partir de 14 h 30

Salle des fêtes de Vignoux-sous-les-Aix  
à 18 h: allocution de Jean-Pierre Mercier, porte-parole de Lutte Ouvrière

### \* MARSEILLE

Dimanche 18 mai à partir de 11 h 30

Parc de Valabre à Gardanne

à 14 h: Débat avec Jean-Pierre Mercier, porte-parole de Lutte Ouvrière

à 16 h: Allocution de Chantal Gomez, qui conduit la liste Lutte Ouvrière Sud-Est aux élections européennes



## • Attaques contre le smic: Pour les patrons, les ouvriers sont toujours trop payés

Le représentant du Medef, Pierre Gattaz, est revenu à plusieurs reprises sur sa proposition faite mi-avril d'un salaire « transitoire » inférieur au smic. Avec son cynisme habituel, il a précisé que ces propos avaient été « mal interprétés »: ce n'était pas une proposition, mais une idée qu'il souhaiterait voir étudier et qui, si elle se concrétisait, aboutirait à remplacer le salaire minimum par un « salaire intermédiaire temporaire qui serait complété par un abondement de l'État de type RSA ». Les patrons pourraient ainsi embaucher des chômeurs de longue durée en les payant beaucoup moins que le smic, en faisant de plus appel, pour une part, à... l'État.

Dans la même veine, le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, a déclaré nécessaire une « remise à plat du smic ». Car « l'allègement des charges n'est pas une condition suffisante de la restauration de la compétitivité ». Et le gouverneur de la Banque de France d'attaquer les modalités de fixation du smic

qui pousseraient soi-disant « à la hausse la totalité de la grille des salaires ». « C'est une mécanique infernale », a-t-il même ajouté. Le fonctionnement du smic « paraît devoir être remis à plat » car « c'est la rigidité qui est source de précarité et la flexibilité qui nous en prémunit car elle permet de s'adapter rapidement. »

La campagne du patronat pour baisser les salaires bat donc son plein avec toujours la même justification, à savoir, l'emploi. Cette campagne annonce bien entendu les attaques à venir, auxquelles les travailleurs devront s'opposer. Il faut dès maintenant combattre cette propagande patronale sur le coût du travail qui serait trop élevé. Les travailleurs ne coûtent pas, ils rapportent, et ils rapportent beaucoup aux actionnaires des grandes entreprises en particulier, si l'on regarde les bénéfices affichés par la majorité de celles-ci. Ce qui coûte cher à la société, c'est au contraire la dictature de ces capitalistes sur l'ensemble de l'économie.

Aline RETESSE

### • Alstom – General Electric Belfort

# L'interdiction des licenciements, seule garantie pour les travailleurs

Les travailleurs d'Alstom à Belfort ont appris jeudi 24 avril par les médias, que toute la branche Énergie, 70% de l'activité d'Alstom, était sur le point d'être vendue à General Electric (GE). Le jour de cette annonce, la direction disait encore aux représentants syndicaux que ces bruits n'étaient que des rumeurs ! Le lendemain, c'est toujours par la presse qu'on apprenait que Siemens était prêt à faire une offre concurrente à celle de GE. Réuni le 29 avril, le conseil d'Administration d'Alstom s'est prononcé officiellement pour "étudier prioritairement" l'offre de General Electric.

Pendant que les principaux actionnaires de ces groupes, et leurs banquiers, marchandent à coups de milliards dans le secret de leurs conseils d'administration, pour les travailleurs, c'est une inquiétude justifiée et des craintes pour l'avenir, leurs emplois, qui dominant.

Pour les partis et les syndicats, il faudrait empêcher qu'Alstom, ce « fleuron de notre industrie nationale », ne tombe entre les mains des « requins américains » de General Electric ou du « konzern allemand Siemens ». « Dans l'intérêt de la France

et des salariés du groupe, il faut refuser de laisser partir un fleuron industriel stratégique hors du territoire national » (communiqué du PCF du 28 avril). Et tous de demander que l'État français revienne dans le capital d'Alstom. Cela rappelle quelque chose aux travailleurs : en 2004, Alstom avait été « sauvé » quand près de 2 milliards d'euros d'argent public, sous forme d'entrée dans le capital et de cautions d'emprunts, avaient été déversés... avec à la clef des milliers de licenciements et d'emplois supprimés !

Depuis, fermetures



Des grévistes organisent un blocage en 2011.

d'ateliers et d'usines, explosion de la précarité, gel des salaires et aggravation des conditions de travail n'ont pas cessé, alors que 1,5 milliard de dividendes ont été versés aux actionnaires, ces derniers cinq ans, dont près de 30% à Bouygues. À l'automne dernier, sous le prétexte de difficultés financières qui seraient dues à la crise – pas assez de commandes de la part des États – et d'une baisse prévisible des marges, Patrick Kron, le PDG d'Alstom, a mis en place un plan d'économies, 1 300 suppressions d'emplois à opérer dans tout le groupe. Cela se traduit

par exemple, à Belfort, par des dizaines d'intérimaires et de prestataires renvoyés dans le secteur Ferroviaire, des sous-traitants étranglés. Et aujourd'hui un plan de 180 licenciements est lancé à Saint-Ouen, au siège de la filiale Transport.

Ceux qui propagent l'idée qu'il faudrait s'appuyer sur l'État et sur le gouvernement pour assurer la défense de l'emploi, en aidant les capitalistes d'Alstom, se gardent bien de mettre en avant la seule exigence qui vaille pour les travailleurs : l'interdiction des licenciements.

À Belfort, non loin des 2 800 personnes qui travaillent à Alstom, 2 000 travailleurs de General Electric produisent des turbines à gaz, un secteur qui avait été repris d'Alstom, qui depuis des décennies travaillait

déjà sous licence GE. Les travailleurs de GE sont en butte à l'appétit insatiable de leurs actionnaires. L'année dernière, 140 postes ont été supprimés parmi les techniciens et les ingénieurs, poussés à des départs « volontaires ». Et en ce moment, un PSE de 69 suppressions d'emplois est en cours.

Être vendus, achetés, loués, licenciés, c'est le sort que réservent aux travailleurs ces capitalistes, qui n'ont qu'une patrie, leur portefeuille. Ce gouvernement est en train de faire de l'enfumage. Les travailleurs ne doivent compter que sur eux-mêmes, sur leurs propres forces, conscients que leurs intérêts, au-delà du trust par lequel ils sont exploités, sont communs.

Correspondant LO

## Gesticulations politiciennes et démagogiques

« Nous refusons la politique du fait accompli, nous refusons qu'Alstom vende ce fleuron national dans le dos de ses actionnaires, de ses salariés, du gouvernement français », a martelé Montebourg. C'est sûr, le ridicule ne tue pas. Car si le rachat d'Alstom se fait bien dans le dos des salariés, il ne se fait pas dans celui des actionnaires, et particulièrement pas à l'insu de son actionnaire principal Bouygues qui, faisons-lui

confiance, sait fort bien surveiller ses intérêts.

Hollande a, lui, invoqué « la nécessaire indépendance énergétique de la France ». Mais cette multinationale qu'est Alstom exporte ses TGV et surtout ses turbines partout dans le monde, et construit des usines là où elle peut faire du profit. Ses intérêts dépassent depuis longtemps les frontières de l'hexagone. De surcroît, en quoi cette société garantit-elle l'indépendance énergétique de

la France? Elle construit des turbines pour les centrales électriques, mais l'énergie provient du pétrole gabonais ou de l'uranium nigérien. Cela fait bien longtemps que la France se fournit en énergie dans les pays du Tiers Monde.

Quant au minerai des turbines d'Alstom constitué entre autres de cuivre, cela fait bien longtemps aussi que la France n'en produit plus.

Aline URBAIN

## Bouygues ramasse le gros lot

En 2006, Bouygues avait acheté les 30% de l'État dans le capital d'Alstom, pour deux milliards d'euros. Bouygues a évidemment depuis touché des dividendes. Aujourd'hui, General Electric propose de racheter la branche

Énergie d'Alstom, soit 70% de l'entreprise, pour 10 milliards d'euros. Et Bouygues touchera donc au moins 4 milliards d'euros et aura vu sa mise doubler en huit ans.

Encore un placement en béton!

### • Intervention de l'État ou loi du marché?

## L'État sauveur suprême... des profits

Les dirigeants de la CGT, de FO, du PCF, du Parti de gauche, Chevènement et d'autres étoiles de moindre importance appellent l'État à intervenir dans l'affaire de la vente d'Alstom. Les plus radicaux, si l'on ose dire, comme la CGT, demandent quasiment la nationalisation de cette entreprise.

Mais, si les mots ont un sens, nationaliser en régime capitaliste, ce serait acheter avec des fonds publics les parts détenues par des capitalistes privés. Le premier bénéficiaire d'une telle nationalisation serait évidemment

Bouygues, qui détient 30% d'Alstom et cherche à vendre. Bouygues pourrait ainsi dire, comme feu Marcel Dassault, le fondateur de l'entreprise du même nom : « J'ai été nationalisé deux fois et je m'en porte très bien »!

Les travailleurs en revanche ne verraient pas leurs emplois garantis pour autant. Les entreprises nationalisées ont, par le passé, licencié comme les autres, et souvent autant. Et certaines ont même été nationalisées précisément pour que l'État se charge du sale boulot. Ce fut le cas de la sidérurgie. Nationaliser serait donc un cadeau à Bouygues, sans aucune garantie pour les travailleurs.

Les politiciens qui demandent

à toute occasion l'intervention de l'État, la garantie de l'État, la prise de participation de l'État, etc. et qui présentent cela comme un espoir pour les travailleurs, sont des fabricants d'illusions. L'État intervient sans cesse dans les affaires économiques : il prend des parts, en vend d'autres, oriente et aide les affaires des grands groupes industriels et financiers. Mais il le fait toujours dans le seul intérêt des capitalistes, qui ne coïncide jamais avec celui des

salariés. Il est là pour ça.

Les travailleurs ne doivent défendre que ce qu'ils ont : leurs emplois, donc leurs salaires. Et ils ne peuvent pour cela compter que sur eux-mêmes : ni sur l'État des capitalistes, ni sur ceux, dirigeants syndicaux et politiciens de tous bords, qui présentent l'État comme un sauveur tout-puissant et neutre. Ce qui est loin d'être la réalité.

Paul GALOIS

## • Reprise en Espagne ?

**Au patronat de financer les emplois**

En Espagne, à l'approche des élections européennes, le chef du gouvernement de droite, Mariano Rajoy, multiplie les déclarations optimistes sur l'amélioration de la situation économique du pays. Il parle d'une « reprise lente mais sûre », qui ne se concrétisera que si la population accepte les sacrifices nécessaires à l'équilibre des budgets publics. Il annonce aussi, en dépit des statistiques récentes, l'amorce d'un recul du chômage.

Avec ses 4,796 millions de travailleurs inscrits au chômage, soit 26 % de la population active, chiffre reconnu par le ministère de l'Emploi, l'Espagne est au même niveau que la Grèce. Toutes les régions de l'État espagnol sont touchées. L'Andalousie, les Canaries, l'Estrémadure atteignent des taux records. Même la Catalogne, avec ses plus de 600 000 chômeurs officiels, atteint un niveau jamais vu dans son histoire.

Ce désastre social frappe l'ensemble des classes populaires.

Le grand nombre des demandeurs d'emploi, dont beaucoup

n'ont plus de revenu, encourage les employeurs à baisser le niveau des salaires. De nombreux travailleurs sont au smic, qui est désormais à 645 euros pour un plein-temps. 17,7 millions de salariés, même qualifiés ou diplômés, doivent se contenter de 1 000 euros. De nombreuses entreprises en profitent pour revoir les salaires à la baisse, afin d'éviter, prétendent-elles, des suppressions d'emplois.

La jeunesse, elle, est particulièrement touchée, puisque 53 % des jeunes de moins de 25 ans sont à la recherche d'un emploi. Nombreux sont ceux

qui ne trouvent rien. Et la plupart doivent se contenter d'embauches précaires, à temps partiel, avec des contrats que les patrons ne respectent pas.

Cette situation n'est pas une fatalité. Peu avant que ne tombent ces statistiques concernant le chômage, étaient divulguées celles concernant la santé des entreprises cotées en Bourse. D'après les données officielles fournies par la Commission nationale des valeurs, ces entreprises ont bouclé l'année 2013 en répartissant à leurs actionnaires plus de 8 milliards d'euros, chiffre que le gouvernement

lui-même met en avant pour parler de reprise. Si l'on prend en compte les données officielles internationales, qui évaluent à 19 200 euros le coût moyen d'un salaire en Espagne, ces dividendes, qui sont une partie seulement des bénéfices des entreprises, permettraient de créer 400 000 emplois.

Ces chiffres indiquent que les moyens de financer des emplois existent : ils sont dans les caisses du patronat, des banquiers et des actionnaires.

Henriette MAUTHEY

## • Algérie

**La réélection de Bouteflika et une abstention record**

Lundi 28 avril, Abdelaziz Bouteflika a prêté serment pour un quatrième mandat. Son score de 81,5 %, soit près de 8,5 millions d'électeurs, n'a pu occulter l'abstention massive qui a marqué l'élection présidentielle du 17 avril dernier. Le taux officiel de participation s'est élevé à 50,7 %. 11 millions de personnes se sont donc abstenues, en réalité certainement beaucoup plus.

Sur les cinq candidats en lice face à Bouteflika, deux figures plus connues ont marqué la campagne : Ali Benflis, ancien chef du gouvernement de Bouteflika en 1999 et rival aux présidentielles de 2004, ainsi que Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT) et première femme à s'être présentée à l'élection présidentielle en 2004. À noter que les partis islamistes avaient appelé pour la première fois au boycott du scrutin.

**Une campagne agitée... dans les médias**

Commencée dans l'indifférence générale, la campagne s'est peu à peu emballée. Le directeur de campagne de Bouteflika, puisque ce dernier ne faisait pas personnellement campagne, a sillonné le pays en promettant des logements, des emplois et des infrastructures à la population. Benflis, porté par l'affluence réelle à ses meetings, a dénoncé la fraude massive prévisible. L'ambiance était à la discussion, dans les familles, la rue, les entreprises, sans pour autant lever la profonde méfiance de la population, persuadée à juste titre que le résultat de l'élection ne changerait rien à son sort. La colère d'une partie de la jeunesse s'est même exprimée le jour du scrutin.

Des manifestations contre la mascarade électorale ont eu lieu à Raffour, près de Bouira, dans le sud-est d'Algérie, ainsi que dans le

sud, près de Ouargla.

Par leur abstention massive, les masses populaires ont clairement sanctionné le régime, plus que par le vote Benflis qui n'a officiellement obtenu que 12,1 % des voix. Louisa Hanoune, arrivée en quatrième position avec 1,37 % des voix, fut la seule à réclamer l'échelle mobile des salaires, ou l'abrogation du code de la famille et son remplacement par des lois civiles. Un des aspects notables de sa campagne a été de faire clairement allégeance au régime en déclarant par exemple : « Notre défi au Parti des travailleurs est (...) de préserver notre pays du Printemps arabe. » Après les élections, elle a affirmé : « En votant pour le président Bouteflika, le peuple algérien a choisi les acquis de la paix et de la sécurité. » Une offre de services on ne peut plus claire, puisqu'elle a ajouté que son parti était prêt à siéger au sein de l'exécutif si la Constitution était révisée et des élections législatives anticipées organisées.

**La révision de la Constitution : une fausse barbe**

Le petit monde politique de l'opposition est surtout occupé par les tractations, prélude à une prétendue « transition démocratique ». Prêt à dialoguer avec le pouvoir sur les réformes constitutionnelles, il est surtout intéressé par la course aux places et



La police contre des manifestants qui contestent le régime.

se projettent dans l'après-Bouteflika. Les classes populaires n'ont rien à espérer de toute cette agitation, ni d'une quelconque révision de la Constitution, annoncée par Bouteflika lui-même. Leurs conditions de vie et de travail sont à mille lieues des préoccupations de ces politiciens.

D'autant que ces derniers sont prêts à justifier les attaques prévisibles du gouvernement contre les travailleurs, au nom du même réalisme économique dont on nous rebat tant les oreilles de ce côté de la Méditerranée.

Malgré quelques annonces faites en guise de cadeau présidentiel, telle l'augmentation des retraites de 10 à 15 %, des augmentations des prix du gaz et de l'électricité se profilent déjà à l'horizon. Le nouveau « pacte de développement et de progrès » promis par Bouteflika entend bien perpétuer les multiples cadeaux concédés par le régime au patronat algérien et aux multinationales ; il prévoit aussi de

s'attaquer au code du travail. Autant dire que la classe ouvrière algérienne ne pourra compter que sur elle-même pour riposter

à l'offensive déjà programmée des cercles dirigeants de l'État et de la bourgeoisie.

Maud NATHAN

**Lutte de Classe N° 159 - avril 2014****France**

- \* D'élections municipales en élections européennes, faire entendre le camp des travailleurs
- \* La lutte contre l'accord de libre-échange États-Unis-Europe, une nouvelle diversion
- \* Le pillage des fonds publics par la bourgeoisie

**Ukraine**

- \* Récession, déliquescence de la société et attaques contre la classe ouvrière

**Algérie**

- \* À la veille de l'élection présidentielle

**Cambodge**

- \* Le pouvoir contesté par la classe ouvrière
- \* Des Khmers rouges au régime actuel, les responsabilités de l'impérialisme

**Annexes**

- \* Les résultats de Lutte Ouvrière aux municipales
- \* Lutte Ouvrière et Combat Ouvrier à l'élection européenne

Prix : 2 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,60 euro

## • Centrafrique

**Toujours la même insécurité pour la population**

Depuis le début de l'intervention militaire française, les mois passent et la situation en Centrafrique est loin de s'améliorer. À Bangui, la capitale, les troupes françaises et africaines se révèlent tout juste capables d'accompagner la fuite des populations musulmanes espérant échapper à la fureur des milices anti-balakas.

Dans d'autres régions, ce sont au contraire les populations chrétiennes qui sont victimes des attaques meurtrières des bandes de l'ex-Séléka. Quant au gouvernement centrafricain mis en place par la France et dirigé par Catherine Samba-Panza, personne ne semble en tenir compte, pas plus les armées françaises et africaines présentes sur le terrain que les chefs des milices rivales.

Les troupes africaines de la Misca ont ainsi procédé dimanche 28 avril à l'évacuation des 1 300 derniers musulmans bloqués dans le quartier du PK12 à Bangui. Ils y étaient assiégés depuis décembre par les miliciens ex-balakas. Beaucoup s'y étaient réfugiés pour fuir d'autres quartiers pillés et y survivaient tant bien que mal. Ils ont quitté la ville dans un immense convoi de camions pour se diriger vers les villes de Kabo et Sibó, près de la frontière

tchadienne, où les musulmans sont majoritaires.

Les autorités françaises n'avaient pas jugé bon de prévenir le gouvernement centrafricain de cette opération, ce qui en dit long sur le degré d'autonomie de celui-ci. Il n'a pu que protester par la voix de sa ministre de la Santé, qui a déclaré : « Le gouvernement a été mis devant le fait accompli. Les forces internationales doivent protéger les habitants dans leur communauté d'origine, et non les relocaliser à l'insu du gouvernement. » Mais ce gouvernement centrafricain n'a d'existence que celle que lui accorde Paris. Les seules forces armées dont il pourrait disposer, les anciennes Forces armées centrafricaines, structurent en fait les milices anti-balakas qui mènent l'assaut contre les quartiers musulmans.

Dans une autre partie du pays, ce sont au contraire les

milices anti-Sélékas qui font régner la terreur. 22 personnes, dont trois employés de Médecins sans frontières, ont été tuées par des ex-Sélékas à Nangua Boguila, une ville située à 400 kilomètres de Bangui. Ils sont entrés dans un hôpital où se tenait une réunion des notables de la ville et ont ouvert le feu. Pendant ce temps une autre équipe rackettait les habitants présents sur le marché.

L'armée française a débarqué à Bangui il y a bientôt cinq mois pour soi-disant « sauver des vies humaines », en fait pour ramener le pays dans l'orbite de l'impérialisme français. Elle s'est avérée bien incapable de désarmer les différentes bandes armées, mission que le gouvernement présentait au début comme une simple formalité. La population centrafricaine vit aujourd'hui dans l'insécurité, quelle que soit son origine, sa religion ou la région où elle habite. C'est l'unique bilan de la dernière en date des interventions françaises sur le continent africain.

Daniel MESCLA

## • Cambodge

**Grèves dans le textile**

Au Cambodge, au retour des congés du nouvel an khmer il y a quinze jours, des milliers d'ouvriers de l'industrie textile se sont mis en grève, en majorité de jeunes travailleuses venues des campagnes pour travailler dans d'immenses zones industrielles, et qui ne gagnent qu'à peine 80 dollars par mois pour souvent dix heures de travail par jour, six jours par semaine.

Les grévistes ont repris à leur compte la revendication des 160 dollars par mois qu'avait popularisée la grève précédente des ouvriers du textile. Elle s'était terminée par une répression sanglante à Phnom Penh début janvier. Le Premier ministre Hun Sen, au pouvoir depuis bientôt trente ans, avait envoyé la police ouvrir le feu sur la foule des manifestants, provoquant la mort d'au moins cinq ouvriers et en blessant des dizaines.

La grève a connu un nouvel essor lundi 28 avril. Pour tenter d'endiguer le mouvement, les patrons du textile avaient fait courir le bruit qu'une prime de 50 dollars serait distribuée à ceux qui ne prendraient pas part à la grève. Mais les

travailleurs qui s'étaient laissés abuser dans un premier temps ont vite déchanté. Le syndicat des patrons du textile jure désormais qu'il n'en a jamais été question. La déception s'est transformée en colère, et c'est désormais plus de 20 000 travailleurs qui sont en grève dans une trentaine d'usines près de la frontière vietnamienne.

Depuis des mois, le patronat du textile s'inquiète de la montée de la combativité ouvrière et de la multiplication des syndicats, qu'un politologue local a qualifiés de « cancer qui s'est métastasié ». Les patrons cambodgiens, sous-traitants pour des grandes marques occidentales, en appellent désormais au gouvernement pour qu'il inter-

venne, accusant les grévistes d'avoir lancé des pierres sur les usines et d'empêcher la « liberté du travail ». Ce qu'ils craignent en réalité est une extension du mouvement gréviste aux zones industrielles de la banlieue de la capitale.

La grève intervient alors que le gouvernement semble hésiter sur l'attitude à adopter face à la montée des contestations. Vendredi 25 avril, s'est ouvert le procès de 23 grévistes détenus depuis janvier, et qui sont menacés de cinq ans de prison pour « violences volontaires ». Mais il a été finalement ajourné jusqu'au 6 mai.

Entre-temps doit avoir lieu à Phnom Penh la manifestation du 1<sup>er</sup> mai, le premier rassemblement autorisé dans la capitale depuis leur interdiction par le pouvoir en place aux lendemains de la répression de janvier. Il sera l'occasion pour les travailleurs de se compter, de s'encourager, de prendre encore un peu plus conscience de la force qu'ils représentent.

Gilles BOTI

## • Bangalore – Inde

**Un mois de grève chez Toyota**

Cinq semaines de mobilisation avec grèves et lock-out ont touché les deux usines jumelles de Toyota dans la banlieue de Bangalore, dans le sud de l'Inde. Sur les 6 400 ouvriers de ces usines d'assemblage, au moins 4 200 étaient mobilisés pour des augmentations de salaire et contre les attaques de la direction.

En Inde, les travailleurs de l'automobile et des équipementiers ont montré ces dernières années une combativité croissante, avec de nombreuses grèves partout dans le pays. Pour aider le patronat à s'y opposer, plusieurs États ont d'ailleurs accordé à l'industrie automobile le statut de « service d'utilité générale » qui permet de limiter le droit de grève et facilite le recrutement de briseurs de grève.

Sur le site de Bangalore du constructeur japonais, la mobilisation s'est faite essentiellement sur les salaires. Les travailleurs réclamaient 4 000 roupies (65 dollars) d'augmentation au lieu des 3 000 roupies (50 dollars) proposées par la direction. Même si l'inflation en Inde s'est un peu réduite ces derniers mois, elle a été de plus de 10 % tout au long de l'année 2013.

La direction de Toyota a cherché le bras de fer. Le 17 mars

dernier, elle a arrêté la production, mettant tous les ouvriers au chômage. Elle a aussi sanctionné, en les suspendant, une trentaine de syndicalistes. Puis, fin mars, elle a réouvert les usines en obligeant chacun des ouvriers à retourner au travail en signant une sorte de code de bonne conduite. Mais près de 4 200 travailleurs sont restés en grève et ont demandé la réintégration des salariés suspendus et les 4 000 roupies d'augmentation.

La direction a tenté de faire repartir la production en embauchant d'autres ouvriers et en mettant sur chaîne des ingénieurs et des agents de maîtrise. Cela n'a visiblement pas suffi. Le pouvoir local de l'État du Karnataka est alors intervenu pour imposer le retour de la production. La grève s'est arrêtée le 22 avril. Si les grévistes n'ont pas fait reculer Toyota sur les salaires, ils lui ont au moins fait remballer son exigence de signer ce code de bonne conduite.

Refusant de céder sur les salaires, la direction de Toyota a mis en avant ses difficultés liées à la baisse du marché de l'automobile en Inde. C'est le genre d'argument que le patronat français sait lui aussi servir aux travailleurs d'ici. Les ouvriers indiens ne s'en sont pas laissés conter.

Pierre ROYAN

## • Brésil

**Des jeux sans pain**

Michel Platini demande aux manifestants brésiliens de « se calmer » et « d'attendre un mois avant de se livrer à des éclats sociaux ». Le mois de trêve devrait bien entendu être celui de la prochaine coupe du monde de football, au Brésil.

Ce qui dérange Platini et les autres organisateurs de ce spectacle géant, ce n'est pas qu'une partie de la population brésilienne crève de misère,

c'est qu'elle proteste. Et surtout que les manifestants dénoncent la corruption, le pillage des fonds publics pour engraisser les organisateurs de la coupe du monde et les multinationales commanditaires.

Les empereurs de Rome donnaient à la plèbe du pain et des jeux. Platini, au nom des empereurs modernes, propose des jeux. S'il n'y a pas de pain, ce n'est pas son problème.



## • Portugal

# En 1974, la « Révolution des œillets »

**Le 25 avril 1974 à l'aube, la dictature qui régnait sur le Portugal depuis plus de quarante ans tombait. Sans tirer un coup de feu, un détachement commandé par de jeunes officiers s'emparait des points stratégiques de Lisbonne, les troupes gouvernementales se ralliaient, les ministres et le président en place étaient faits prisonniers. Les partis d'opposition n'avaient pas été avertis du putsch en préparation. La foule en liesse gagnait les rues et les places, appuyant et souvent devantant les militaires.**

Une période de luttes politiques et sociales intenses commençait, dont la bourgeoisie portugaise allait mettre dix-huit mois à faire émerger un pouvoir stable, grâce entre autres à la collaboration du Parti socialiste et du Parti communiste.

### Arriération et guerre coloniale

Le Portugal de 1974 était un pays mal développé. Près de la moitié de la jeunesse vivait dans l'émigration, fuyant la misère et les quatre ans de service militaire, pour la plupart effectués dans la guerre que menait le pouvoir dans ses colonies d'Afrique. Ainsi 800 000 de ces jeunes Portugais peuplaient les bidonvilles de la banlieue parisienne et les loges de concierge de la capitale. Au pays, les petits paysans étaient en surnombre au nord et au centre, les ouvriers agricoles des grandes propriétés du sud vivaient dans des situations de grande misère, et l'industrie sous-développée n'offrait que peu d'emplois, mal payés. Installée en 1932, la dictature policière et calotine de Salazar, puis de son successeur Caetano, s'opposait à tout changement et sa police politique, la Pide, traquait opposants et syndicalistes. Enfin, le Portugal s'accrochait aux profits qu'il tirait de ses colonies, la Guinée-Bissau, l'Angola et le Mozambique, dont la superficie était plus de vingt fois celle de la métropole. Ces colonies étaient entrées en rébellion à partir de 1961.

Beaucoup, dans la bourgeoisie portugaise, auraient voulu sortir de cette impasse, en finir à la fois avec la guerre coloniale, la dictature et l'arriération économique. Le chef de l'état-major lui-même, le général Spínola, ancien de la guerre d'Espagne de 1936-39 et de l'armée allemande en Russie, durant la Seconde Guerre mondiale, venait de publier un livre préconisant une solution négociée à la guerre coloniale.

La décision de renverser la dictature vint des jeunes officiers du Mouvement des forces armées (MFA), des lieutenants et capitaines souvent issus de la

petite bourgeoisie qui constataient l'impasse de la guerre coloniale et l'arriération du pays. Le 25 avril, ils franchirent le pas.

Leur action libéra toutes les forces que la dictature tenait comprimées. Ouvriers, employés, petits artisans et commerçants, ouvriers agricoles des grandes exploitations d'Alentejo, marins, soldats, étudiants : la chute du régime mit toute la population en mouvement. Les grèves, les manifestations, les occupations de logements, de grandes propriétés et d'usines allaient en amener beaucoup à s'engager politiquement et syndicalement.

Cette mobilisation posait à la bourgeoisie, portugaise et mondiale, le problème de la reprise en main. La dictature ayant interdit tout parti politique, les nouveaux partis de droite manquaient de base et d'expérience. Déconsidérés et apeurés, les cadres de l'ancien régime étaient en fuite, des riches bourgeois s'exilèrent en Espagne ou au Brésil. Restaient alors les partis de gauche, PS et PC, dont les principaux dirigeants, Mario Soares et Alvaro Cunhal, rentraient d'exil.

### Deux options pour la bourgeoisie

Le MFA forma une Junte de salut national et en nomma président le général Spínola, qui avait soutenu le coup d'État en sous-main. Un gouvernement provisoire fut formé, où figuraient Soares et Cunhal. Depuis 1947, c'était la première fois qu'en Occident un dirigeant d'un PC devenait ministre.

Les combats dans les colonies cessèrent aussitôt et les négociations s'engagèrent. L'indépendance de ces pays fut partout acquise en 1975. En revanche, pour moderniser le pays et faire cesser la mobilisation populaire, deux options s'opposaient : la mise en place d'un pouvoir militaire, ou celle d'un régime parlementaire. Les militaires n'étaient pas d'accord entre eux et le MFA se divisa vite en plusieurs tendances, tandis que les sous-officiers et les soldats du rang se

politisaient.

Les seuls partis ayant une existence réelle étaient le PS et le PC. À cause de ses liens avec l'Union soviétique et avec la classe ouvrière, la bourgeoisie se défiait du PC, seul parti à avoir eu une existence militante à l'intérieur du pays durant la dictature, et qui disposait d'une base populaire. Le PS était de constitution récente, mais ses liens étroits avec la social-démocratie allemande le rendaient fiable aux yeux de la bourgeoisie. Il se fit le champion du parlementarisme, soutenu par les bourgeoisies européennes et les services secrets américains, tandis que le PC, lui, emboîtait le pas aux militaires radicaux du MFA.

### La difficile reprise en main

Les deux partis se réclamant de la classe ouvrière s'étaient donc alignés chacun sur une des options politiques de la bourgeoisie. Ils allaient s'opposer violemment. Mais ni le bonapartisme militaire ni le parlementarisme bourgeois ne constituaient une politique pour la défense des intérêts des travailleurs, leur permettant de défendre à la fois leurs intérêts immédiats, pouvoir d'achat, emploi, liberté d'expression et d'organisation, et, à terme, la contestation du pouvoir des capitalistes.

Spínola fut le premier à tenter une remise au pas. S'appuyant sur une prétendue « majorité silencieuse », il démissionna dès septembre 1974 de la présidence, puis tenta le 11 mars 1975 un coup d'État qui échoua. Il dut s'exiler en Espagne. La Junte de salut national fut alors remplacée par le Conseil de la révolution. Cependant la radicalisation se poursuivait dans la population et dans l'armée. Manifestations, grèves et occupations de terres, d'usines et de logements se multipliaient, avec l'appui et parfois la participation des régiments les plus politisés. Dans les régions rurales, le MFA lança une « campagne de conscientisation ».

Le 25 avril 1975, les élections à l'Assemblée constituante donnèrent 38 % des voix au PS, 34 % aux deux partis de droite qui s'étaient constitués, et seulement 12,5 % au PC. Brandissant le drapeau de la démocratie, le PS passa à l'offensive contre le PC et le MFA. L'affaire du quotidien *República* et de la radio catholique

Renascença, occupés par leurs salariés, lui permirent d'apparaître comme le défenseur de la propriété privée et comme l'ennemi du pouvoir populaire.

Le Conseil de la révolution était profondément divisé. À Otelo de Carvalho, qui passait pour l'aile d'extrême gauche du mouvement, s'opposait le Groupe des neuf, proche du PS. En septembre 1974, la politisation parmi les soldats, dont certains manifestaient avec les organisations d'extrême gauche, atteignit un niveau critique aux yeux de l'état-major. Le gouvernement entreprit alors de réduire l'armement des régiments marqués à gauche et de constituer un noyau de troupes fidèles, sous le commandement d'officiers ouvertement réactionnaires. La situation était mûre pour donner un coup d'arrêt au mouvement.

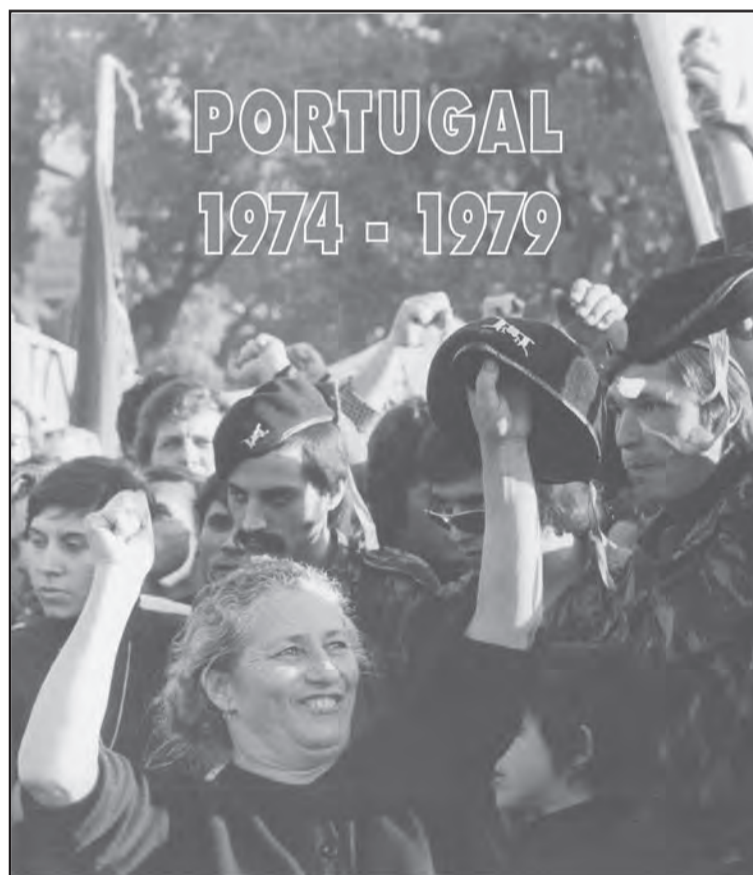
Celui-ci se réalisa le 25 novembre, sous le patronage du général Costa Gomes, qui avait remplacé Spínola à la présidence de la République. Une provocation justifia l'état de siège et les régiments les plus à gauche furent écrasés et démantelés. Le gouvernement put alors, à titre symbolique, rendre

la radio Renascença à l'Église catholique et donner des garanties aux grands propriétaires expropriés.

Le 25 novembre 1975 a marqué le coup d'arrêt à la « révolution des œillets ». Dès lors, le balancier politique se déplaça de plus en plus vite vers la droite. Un régime parlementaire se mit en place. Une fois la Constitution adoptée, le 25 avril 1976 les élections législatives donnèrent 35 % des voix au PS, respectivement 24 et 16 % aux deux partis de droite, et 14,6 % au PC. En juin, le général Eanes, qui avait dirigé la reprise en main des militaires, était élu président de la République et en septembre était formé le premier gouvernement constitutionnel, dirigé par le socialiste Mario Soares.

Au terme de deux années de bouillonnement, le Portugal était doté d'un régime parlementaire classique. Mais le second objectif des capitaines d'Avril, le développement économique, était autrement difficile à atteindre. À l'heure de la crise mondiale, le Portugal est toujours un des pays les moins développés de l'Europe occidentale.

Vincent GELAS



#### La « Révolution des œillets »

vue par le bulletin LUTTE OUVRIÈRE  
édité à l'origine en portugais et diffusé  
parmi les travailleurs portugais en France

**Brochure de Lutte Ouvrière disponible  
auprès de nos camarades ou par courrier  
en écrivant à Lutte Ouvrière.**

Joindre un chèque de 8 euros à l'ordre de Lutte Ouvrière,  
en précisant bien l'adresse d'expédition et le code postal.  
Envoi franco.

### • Plan d'économies dans la santé

# Aux dépens des malades et des personnels des hôpitaux

Dans le quotidien *Les Échos* du vendredi 25 avril, la ministre des Affaires sociales, Marisol Touraine, a détaillé son plan pour atteindre d'ici 2017 les 10 milliards d'économie annoncés par Valls dans le domaine de la santé. « C'est un effort sans précédent », a-t-elle commenté, tout en prétendant que cela n'aboutirait pas à un système de santé « low cost »... Mais c'est pourtant bien le résultat inévitable d'une telle politique.

D'après la ministre, une partie des économies, chiffrée à 3,5 milliards d'euros, serait obtenue « en baissant les prix des médicaments et en favorisant les génériques », c'est-à-dire en rognant les profits de l'industrie pharmaceutique. Malgré les cris d'orfraie poussés par les industriels du secteur, ceux-ci trouveront le moyen de tirer leur épingle du jeu, d'autant que tous les grands groupes pharmaceutiques produisent eux-mêmes des génériques au travers de filiales.

Mais en ce qui concerne le reste des économies, ce sont les

malades qui, malgré les affirmations de la ministre, verront la qualité de leurs soins soumis à des exigences comptables. Ainsi évoquant un « meilleur usage des soins en évitant les actes inutiles ou redondants et la consommation de médicaments inadaptés », la ministre fixe un objectif d'économie chiffré à 2,5 milliards d'euros. Il y a tout lieu de craindre que, dans certains cas, ce sont des examens « utiles » qui seront repoussés au nom de la maîtrise des dépenses...

Dans le même ordre d'idée, Marisol Touraine a expliqué

vouloir doubler le rythme de croissance de la chirurgie ambulatoire, qui permet aux patients de ressortir de l'hôpital après l'opération. « Dès 2016, une opération sur deux pourra être réalisée en ambulatoire », a-t-elle affirmé. Bien sûr, le progrès médical permet d'éviter aujourd'hui beaucoup plus qu'avant une hospitalisation mais en fixant aux établissements de santé un objectif d'économie de 1,5 milliard, dont « près d'un milliard pour la chirurgie ambulatoire », la ministre exerce une pression qui amènera inévitablement des gestionnaires d'établissements à ne pas considérer le bien-être des malades comme une priorité... Sans compter que cela s'inscrit dans la poursuite de la politique de suppression de lits dans les hôpitaux.

Enfin, et ce n'est pas le moins lourd de conséquences

pour les patients, le plan prévoit 2 milliards d'économies à réaliser dans les hôpitaux. La ministre s'est contentée d'évoquer le « recours excessif aux médecins intérimaires » au coût trop élevé. Mais elle n'a rien dit du sous-effectif permanent et général dans les hôpitaux publics qui met en danger la santé des patients et qui rend les conditions de travail des personnels de plus en plus insupportables.

Ce sont des embauches massives qui seraient partout nécessaires aujourd'hui. Et c'est tout le contraire qui est à l'ordre du jour. Alors, inévitablement, ce plan d'économie programme une nouvelle dégradation des soins et de leur prise en charge par la Sécurité sociale, ainsi qu'une aggravation des conditions de travail des personnels des hôpitaux publics.

Marc RÉMY

### • Industrie pharmaceutique

## des pilules en or

Les fusions-acquisitions dans l'industrie pharmaceutique continuent de plus belle. La dernière en date concerne la proposition de rachat par le numéro un mondial, le laboratoire américain Pfizer, de son concurrent anglais Astra-Zeneca.

Pour le moment celui-ci a repoussé les offres d'achat de Pfizer qui se disait prêt à mettre 100 milliards de dollars sur la table, les dirigeants d'Astra-Zeneca jugeant l'offre pas suffisamment « attractive ». Pourtant 100 milliards de dollars cela représentait près de

30 % de plus que ce que vaut actuellement Astra-Zeneca en Bourse. La suite dira si Pfizer refusera une offre plus élevée ou pas ou se tournera vers d'autres projets.

Depuis des années, ces fusions-acquisitions sont l'occasion pour les plus gros laboratoires mondiaux de grandir en rachetant des laboratoires mais surtout leurs médicaments en particulier ceux que les experts appellent des « blockbusters » car leur chiffre d'affaires dépasserait un milliard de dollars. Et comme la mise au point de molécules véritablement innovantes ne donne pas tant de résultats, il est plus simple

de racheter une molécule découverte par d'autres que de la mettre au point soi-même. C'est ainsi que Pfizer était devenu un des leaders mondiaux en rachetant un concurrent américain Parke-Davis, et surtout sa molécule anti-cholestérol le Tahor qui était longtemps resté le médicament numéro un sur le marché mondial.

Dernièrement en 2009 Pfizer avait racheté Wyeth pour 68 milliards de dollars. Merck, un autre laboratoire américain, était devenu numéro trois mondial, en avalant Schering-Plough, un concurrent américain. Les rachats peuvent aussi concerner des laboratoires plus

petits mais développant aussi des molécules prometteuses dans des domaines comme les biotechnologies. C'est ainsi que Sanofi en 2012 a mis 20 milliards de dollars sur la table pour racheter Genzyme un laboratoire de génie génétique.

À coups de milliards, l'industrie pharmaceutique se concentre, des laboratoires acquièrent des situations de quasi-monopole qui ne préjugent pas forcément de progrès dans la recherche médicale. Mais en ce qui concerne la recherche des profits, par contre...

Cédric DUVAL

### • Grenoble

## Marche de la colère contre la fin de la trêve hivernale

Près de deux cents personnes se sont rassemblées vendredi 25 avril devant la préfecture de l'Isère pour protester contre le fait que, comme l'indique le tract d'appel, « cette année encore, comme chaque année à la fin de l'hiver, l'État claque la porte du dispositif d'hébergement d'urgence hivernal, bafouant les lois sur l'hébergement. Sur Grenoble et son agglomération, environ mille

personnes n'ont aucune solution d'hébergement et sont condamnées à la rue. »

Les participants sont partis en un cortège dynamique vers les autres lieux de décision : au conseil général, puis à la mairie, puis au siège de la Métro (communauté d'agglomération). Là, après plusieurs démarches et quelques chahuts pour pouvoir rentrer dans l'hémicycle, une partie des manifestants a pu

penétrer, avec une banderole dénonçant les expulsions. Un peu surpris, les 124 conseillers communautaires représentant les 49 communes de la nouvelle

Métro, réunis pour élire leur président, ont ainsi tous été interpellés et ils n'ont pas pu ignorer la protestation qui s'exprimait, haut et fort.

Correspondant LO



Le cortège arrive à la préfecture.

### • Vivendi

## Des milliards pour les actionnaires

Avec la vente de SFR à Numericable, les actionnaires de Vivendi, l'expropriétaire de SFR, ont déjà touché le jackpot avec l'annonce de la distribution de cinq milliards d'euros de dividendes. Le 30 juin ils toucheront 1,34 milliard correspondant à un euro par action puis l'année prochaine, au moment de la finalisation de la vente de SFR mais aussi de Maroc Telecom, dont la presse a moins parlé, ils toucheront 3,5 milliards d'euros correspondant à un dividende de 2,6 euros par action.

Parmi les très heureux bénéficiaires, Vincent Bolloré avec 67 millions d'actions Vivendi touchera... 240 millions d'euros sans rien avoir à faire. Dans le même temps il devient président du conseil de surveillance de Vivendi dont il n'était jusqu'alors que le vice-président.

Voilà à quoi servent ces fusions-acquisitions dont le nombre ne fait qu'augmenter dans tous les secteurs économiques, des transports aux télécommunications en passant par l'automobile ou l'industrie pharmaceutique. Une partie des treize milliards mis sur la table par Numericable passe directement dans les poches des actionnaires de Vivendi dont l'action a augmenté en un an de 14,4 % à la Bourse de Paris. Et Bolloré maintenant aux commandes de Vivendi disposera encore de huit milliards de cash sur les treize versés par Numericable.

Autant d'argent pour emprunter d'autres milliards auprès de banques qui ne prêtent, c'est bien connu, qu'aux plus riches. Et avec ces milliards autant de nouveaux coups, rachats ou fusions, autant d'opérations dont le seul et unique but est de gagner beaucoup et vite, sans se soucier aucunement des conséquences sur les emplois. Et on voudrait nous faire croire que les marges des entreprises sont trop faibles et nécessiteraient toutes les politiques mises en œuvre par le gouvernement... contre les travailleurs.

C. D.

## • Premier mai

# Tout autre chose que la « fête du muguet »

Aujourd'hui, le Premier mai représente, pour beaucoup, la fête du muguet et du travail. Si on en est arrivé là, c'est que des dictatures – Hitler en Allemagne puis Pétain en France – ont tout fait pour effacer ce qui était au départ, pour le mouvement ouvrier, une journée internationale de lutte. Le symbole en était l'églantine qui, avec le coquelicot, représentait la fleur rouge symbolique du prolétariat en lutte.

Le mouvement ouvrier américain avait fait du 1<sup>er</sup> mai 1886 une journée de lutte pour la limitation de la journée de travail à 8 heures. Les grèves, ce jour-là, furent durement réprimées et à Chicago, des militants furent pendus. L'initiative fut reprise en 1889 et, dès le Premier mai de l'année suivante, à l'initiative de l'Internationale nouvellement créée – la deuxième Internationale – des centaines de milliers de travailleurs se rassemblèrent à travers le monde. Le 1<sup>er</sup> mai 1891, l'armée tira sur la foule à Fourmies, dans le Nord de la France, mais ne parvint pas à museler le mouvement ouvrier. Un nouveau congrès international décida d'élargir le mouvement pour que s'enracine la conscience d'appartenir

à une même classe sociale, la classe ouvrière, et la nécessité d'une lutte commune pour son émancipation.

Mis à mal par la trahison des dirigeants socialistes qui se rallièrent, lors de la Première Guerre mondiale en 1914, à leur bourgeoisie, le Premier mai ressurgit en Allemagne en 1916 quand le révolutionnaire Karl Liebknecht s'adressa aux travailleurs de Berlin dans une manifestation publique : « (...) *Travailleurs, camarades, et vous femmes du peuple, ne laissez pas passer cette fête de mai, la seconde de la guerre, sans l'employer à une manifestation du socialisme international, à une protestation contre le massacre impérialiste. En ce 1<sup>er</sup> mai, nous tendrons par-dessus les frontières*



*et les champs de bataille une main fraternelle au peuple de France, de Belgique, de Russie, d'Angleterre, de Serbie, de tout l'univers (...)* ».

Hitler, dès son arrivée au pouvoir en janvier 1933, brisa le mouvement ouvrier. La journée de lutte du Premier mai fut remplacée, dès cette année-là, par un jour de congé, payé intégralement, la « fête du travail national ». Des dirigeants syndicaux en furent complices en

appelant à participer à un grand rassemblement avec les nazis, ce qui n'empêcha pas Hitler, dès le lendemain, d'interdire les syndicats, de faire arrêter et de torturer les militants et de mettre à sac leurs locaux... Cette pratique fut aussi celle d'autres dictatures comme celle de Franco en Espagne, ou Salazar au Portugal.

Le 1<sup>er</sup> mai, façon régime nazi, inspira Pétain. Après avoir dissous les syndicats, il

décréta, en 1941, le 1<sup>er</sup> mai « fête du travail et de la concorde sociale », avec comme symbole le muguet.

La « fête du travail » fut reconduite après la guerre, et se perpétue encore aujourd'hui. Mais la tradition de cette journée de lutte n'a pas disparu. Et se traduit dans presque tous les pays par des manifestations, des grèves. Le Premier mai des travailleurs vit toujours.

Jean SANDAY

## • Presse syndicale

# La Nouvelle Vie Ouvrière va-t-elle disparaître ?

La direction de la Confédération CGT envisage de réduire la parution de son magazine la *Nouvelle Vie Ouvrière* à un numéro par trimestre (dont la VO-*Impôts*) au lieu de la parution actuelle bimensuelle.

D'ores et déjà, sur les 54 salariés en fixe et la douzaine de pigistes de la rédaction, quinze postes de travail seraient supprimés. Certains seraient reclassés sur le site internet nvo.fr.

L'ensemble du personnel de

la rédaction s'oppose à la disparition du journal. Tous ont signé une lettre ouverte aux lecteurs pour affirmer que la NVO devait être maintenue et redevenir un outil militant de propagande, de formation et de luttes s'adressant aux adhérents et aux salariés. Ils se référaient à Monatte, l'un des fondateurs de la VO, qui en 1909 à la naissance de la *Vie Ouvrière* écrivait : « *La Vie ouvrière sera une revue d'action. Nous voudrions qu'elle rendit des services aux militants au cours de leurs luttes, qu'elle leur fournisse des matériaux*

*utilisables dans la bataille et dans la propagande et qu'ainsi l'action gagnât en intensité et en ampleur (...)* Tous aussi, nous croyons qu'un mouvement est d'autant plus puissant qu'il compte davantage de militants informés, connaissant bien leur milieu et les conditions de leur industrie, au courant des mouvements révolutionnaires étrangers, sachant quelles formes revêt et de quelles forces dispose l'organisation patronale, et... par-dessus tout, ardents ! ». Voilà ce qui était la *Vie Ouvrière* que l'actuelle Confédération a

enterrée depuis longtemps.

Malgré leurs multiples demandes, la publication de la lettre ouverte des salariés de la rédaction dans la NVO a été reportée plusieurs fois par la direction qui a même pris plusieurs mesures disciplinaires contre des salariés.

Cependant, en avril, la lettre est enfin parue dans la NVO. Et la directrice leur a répondu en écrivant : « *Il faut sortir d'une conception d'un syndicalisme de militants pour véritablement mettre en œuvre ce que nous avons décidé lors des derniers*

*congrès, un syndicalisme d'adhérents.* » De l'action de la *Vie Ouvrière* à la passivité prônée par l'actuelle direction de la CGT, on ne saurait mieux dire.

Le personnel de la NVO n'est pas d'accord avec cette démarche. Sans espérer refaire la *Vie Ouvrière* du passé qui avait des milliers de diffuseurs qui n'existent plus, ils voudraient que la NVO redevenue un vrai journal militant, un lien entre les adhérents CGT et les salariés. Ils militent pour cela.

Louis BASTILLE

## • Les greffiers en grève

# Pour de meilleurs salaires et conditions de travail

Assistant les juges, les greffiers sont chargés de constituer les dossiers avant les procès, transcrire les débats de ces procès, rédiger les décisions du tribunal, archiver les pièces, etc.

Mardi 29 avril, ils se sont mis en grève et ont été nombreux à manifester à Paris et dans les grandes villes pour dénoncer la dégradation de

leurs conditions de travail et demander une revalorisation de leur salaire.

Comme tous les autres salariés des services publics, les 9 000 greffiers subissent les conséquences de la politique de restriction budgétaire. Dans leur cas, cela signifie des locaux sous-dimensionnés et mal entretenus, ainsi qu'une pénurie constante de moyens matériels : ils manquent d'encre, de papier,

d'ordinateurs, de fournitures de bureau... et même d'exemplaires du Code pénal !

Les tâches qui leur incombent ont aussi augmenté au fil des années, sans que les créations de postes suivent, et ils ont toutes les raisons de craindre que la nouvelle réforme de la justice envisagée par Christiane Taubira, dite « *pour une justice du XXI<sup>e</sup> siècle* », aggrave encore la situation. Beaucoup ne

comptent déjà pas les heures supplémentaires, ni payées ni récupérées le plus souvent, pour faire face aux besoins, alors que leurs salaires frôlent le smic en début de carrière et ne dépassent pas 2 500 euros brut à la fin.

Le mouvement qui a débuté à Agen pour réclamer une réforme du statut et une revalorisation salariale a vite fait tache d'huile. Depuis un mois, les greffiers en colère refusent

de faire des tâches qu'ils estiment ne pas leur incomber, et se rassemblent devant leur tribunal au moment de l'embauche ou de leur pause-repas pour dénoncer la situation. Mardi 29 avril, ils se sont mis en grève, ce qu'ils n'avaient pas fait au niveau national depuis 2003, pour se faire entendre de la ministre, juste avant une séance de négociations sur les salaires prévue le même jour.

Valérie FONTAINE

### • SNCF Paris Saint-Lazare

# Vers la fin des guichets ?



**Selon la direction de la SNCF, sur l'ensemble du pays, il faut supprimer entre 1 000 et 1 500 postes de vendeurs de billets Grandes Lignes d'ici à 2015. Cela ne veut pas dire qu'on voyagera gratis... mais seulement qu'il faudra galérer davantage pour acheter son billet.**

Ainsi, pour la banlieue Paris Saint-Lazare, cela se traduira par la fermeture des guichets Grandes Lignes de Colombes, Argenteuil, Bécon-les-Bruyères, Courbevoie, Houilles, Conflans, Maisons-Laffitte, Mantes-la-Jolie. Les voyageurs qui voudraient s'adresser à ces gares n'auront plus qu'à aller voir ailleurs.

La SNCF estime en effet que la vente de billets à un guichet lui coûte au moins dix fois plus cher que la vente par Internet... et pas question de prendre en compte tous ceux qui n'ont pas Internet, ou qui ne savent pas s'en servir, ou qui n'ont pas, pour de nombreuses raisons, de carte de paiement.

Pourtant, les guichetiers savent qu'ils répondent à un vrai besoin des usagers. Ne

serait-ce que pour traiter tous les problèmes d'après-vente. Environ une personne sur dix venant à un guichet le fait pour modifier un billet ou en obtenir le remboursement. Parmi tous ces usagers, un sur deux environ a acheté son billet sur Internet, mais comme Internet est incapable de traiter un changement, il faut bien s'adresser à un employé en chair et en os!

Il est évident que les guichets sont nécessaires aux voyageurs. Et lorsqu'ils disparaissent, cela signifie qu'il faut... prendre le train pour aller là où ils existent encore. À terme, la direction SNCF prévoit de faire, dit-elle, « évoluer » ses guichets, en les transformant en points de vente avec machines multiples! Cela promet bien des vicissitudes

pour les usagers, mais aussi pour les employés des gares qui subissent leur mécontentement. Un mécontentement renforcé par le fait que les prix des billets fluctuent au gré de la politique commerciale de la direction: remplir les trains au maximum, par des voyageurs payant aussi un maximum; réduire la part des réductions; faire varier le prix en fonction de la demande grâce à des techniques modernes permettant de suivre à la minute son évolution.

Mais les guichetiers ne veulent pas se laisser faire. Sur le réseau Paris Saint-Lazare, un appel à un rassemblement est annoncé pour le 30 avril, avec interpellation de la direction régionale et information donnée aux voyageurs par une distribution massive de tracts, tant il est vrai que, face à la direction et à son ministère de tutelle, les intérêts des voyageurs comme des salariés sont les mêmes.

Correspondant LO

### • Ateliers SNCF de Quatre-Mares – Saint-Étienne-du-Rouvray (Seine-Maritime)

# Les cheminots réagissent contre la précarité

Comme dans toute la SNCF, le manque d'effectifs se fait sentir de plus en plus. Les embauches se font au compte-gouttes. La direction profite des départs en retraite pour supprimer de nombreux emplois. Et quand elle embauche, elle le fait la plupart du temps sous des contrats précaires: intérimaires ou CDD. De plus, il y a aussi de nombreux autres salariés (environ 70) qui n'ont pas, eux non plus, le même statut et les mêmes avantages que les autres cheminots. La direction s'est même permis de leur imposer l'adhésion à une mutuelle hors de prix, mutuelle gérée par d'anciens cadres de la SNCF.

Le mois dernier, la direction des ateliers a profité qu'un de ces intérimaires avait raté un examen psychologique pour le licencier sur-le-champ. Quand la nouvelle s'est propagée dans son atelier (les roues) et dans les autres ateliers, cela a provoqué un coup de colère. Certains militants ont organisé avec les camarades de travail de ce jeune un rassemblement devant les bureaux de la direction. Plusieurs centaines d'ouvriers et d'agents de maîtrise étaient présents. La directrice des ateliers de Quatre-Mares a eu bien du mal à s'expliquer devant tout le monde. Et certains travailleurs ont vidé leur sac pour lui faire comprendre qu'ils n'acceptaient pas que certains n'aient pas les mêmes droits que les autres.

Ce camarade a travaillé quatre mois à l'atelier des

roues, et les essieux qui sont passés entre ses mains n'ont posé aucun problème de sécurité. C'était donc bien un prétexte pour le mettre à la porte, d'autant que, depuis son licenciement, il n'a pas été remplacé.

Dernièrement, les patrons de Quatre-Mares ont licencié un deuxième intérimaire sous prétexte qu'il n'y avait plus de travail pour lui. Ses camarades ont à nouveau réagi, entraînant plusieurs centaines de cheminots des ateliers pour aller protester à la direction.

Quelques cadres ont organisé une campagne contre ceux qui voulaient réagir à cette injustice. Selon eux, il ne fallait pas faire du bruit sur cette affaire car cela retomberait sur l'intérimaire licencié, qui ne pourrait pas retrouver de travail.

C'est la deuxième fois en quelques mois que les salariés de Quatre-Mares réagissent massivement contre des licenciements de travailleurs précaires. La direction des ateliers s'était (verbalement) engagée à tout faire pour embaucher ces derniers, et voilà que maintenant elle commence à prendre l'habitude de les traiter comme des kleenex, alors que de nombreux chantiers et ateliers de Quatre-Mares sont en sous-effectif, alors qu'une partie de la charge de travail de l'atelier bogies a été reportée à l'année prochaine à cause d'un manque de cheminots.

À force de tirer sur la corde...

Correspondant LO

# La psychiatrie publique malade des restrictions budgétaires

### Hôpital Pierre-Janet Le Havre

Le personnel de l'hôpital Pierre-Janet, au Havre, a fait grève le mardi 15 avril pour protester contre le manque de moyens. Cet établissement psychiatrique, le seul pour toute la pointe de Caux, en Normandie, de Fécamp à Lillebonne, connaît une situation difficile depuis plusieurs années.

Le nombre de lits, notoirement insuffisant, oblige

par moment à installer des patients en surnombre dans les chambres, quand ce n'est pas dans des locaux inadaptés ou dans les couloirs. Il manque du personnel pour s'occuper convenablement des malades, et même de médecins, dix-sept postes n'étant pas pourvus. Faute de médecins, les malades sont moins rapidement pris en charge et restent hospitalisés plus longtemps, ce qui aggrave la suroccupation des lits.

Alertée par le mouvement de grève, l'Agence régionale

de santé (ARS), qui tient les cordons de la bourse, est parfaitement au courant de la situation, mais elle n'en applique pas moins la politique gouvernementale, qui prévoit 10 milliards d'économies sur l'assurance-maladie.

L'ARS a simplement promis la mise en place d'un groupe de réflexion avec les acteurs du secteur. Pour le personnel de l'hôpital Pierre-Janet, c'est tout réfléchi: il faut des moyens.

### Hôpital psychiatrique Bon-Sauveur – Caen

Les salariés de l'hôpital psychiatrique Bon-Sauveur se sont mis en grève vendredi 24 avril, bloquant les admissions et empêchant la tenue de plusieurs réunions programmées. La direction de l'hôpital, et derrière elle la hiérarchie de la santé, veut faire passer un plan d'économies, mettant en avant un déficit futur estimé à 4,2 millions.

Ce chantage permanent ne passe pas auprès du personnel, qui a déjà fait deux mouvements au cours de l'année écoulée, faisant reculer la direction. Cette dernière cherche maintenant à supprimer des postes et à voler des jours de RTT.

Comme cela se produit en bien des circonstances, les salariés sont les seuls à se préoccuper de la qualité des soins et du maintien des emplois.

Correspondants LO

## • PSA

### Les ouvriers versent leur prime aux Restos du cœur

Il y a deux semaines, les salariés de PSA ont reçu un courrier de la direction leur annonçant le montant de la prime de participation : à peine quelques euros, et même juste quelques dizaines de centimes pour certains.

Cette annonce a entraîné des réactions sur plusieurs sites. Un débrayage de 160 travailleurs a eu lieu à Poissy le 16 avril. À Sochaux, des travailleurs ont envoyé de faux chèques à la direction, du montant de leur prime. Et à Valenciennes, des salariés ont proposé de reverser leur prime aux Restos du cœur, en disant que c'était un « investissement pour l'avenir », vu la politique salariale de PSA.

Cette dernière initiative a fait tache d'huile et dans plusieurs usines du groupe : à Saint-Ouen, Poissy, Tremery (Metz), Borny (Metz), Sept-Fons et même

quelques techniciens et ingénieurs du centre de recherche de La Garenne à Colombes des salariés ont repris l'idée de collecter la prime pour la verser aux Restos du cœur. Des militants de la CGT de tous ces sites ont alors organisé un rassemblement au siège des Restos du cœur à Paris, ce mercredi 30 avril, pour venir ensemble déposer les chèques des salariés. Près de 500 salariés ont versé au total 5 500 euros

Pour l'ensemble des travailleurs, cette prime de quelques euros sonne comme une véritable provocation. Au même moment, le salaire du nouveau PDG, Carlos Tavares, a été divulgué : entre 1,3 million et 3,2 millions d'euros par an. Quant aux actionnaires de PSA, ils viennent, eux, de toucher 100 millions d'euros.

Correspondant LO

## • Sanofi – Vitry

### Préjudice d'anxiété pour exposition à l'amiante

Tribunal des prud'hommes, le 25 avril : dix travailleurs du centre de production de Sanofi chimie à Vitry-sur-Seine, essentiellement des retraités, demandent que soit reconnu le préjudice d'anxiété pour exposition à l'amiante. Ils sont représentatifs des secteurs de l'usine où les salariés ont été le plus exposés à l'amiante pendant des dizaines d'années : la chaufferie de l'usine, mais aussi les labos, les fabrications et les corps d'état (mécanique, chaudronnerie).

Pour que ce préjudice soit reconnu, il faut avoir été exposé à l'amiante, mais également démontrer la responsabilité de l'employeur. L'avocate de la direction n'a même pas cherché à nier cette exposition tant elle est évidente. Tout juste a-t-elle affirmé que « de toute façon à cette époque tout le monde utilisait l'amiante, il y en avait partout ». Par contre, elle dément toute responsabilité de la direction, avec les arguments mille fois entendus : « À l'époque, on ne savait pas. »

Et surtout elle s'appuie sur le fait que, quelques semaines auparavant, la Cour d'appel administrative de Paris rejetait la requête du CHSCT de l'usine qui demandait son inscription sur la liste des établissements « amiante ». Cela aurait ouvert la possibilité pour près d'une centaine de salariés de partir en préretraite. Il fallait pour cela prouver que les opérations de calorifugeage étaient une partie

significative de l'activité. Le tribunal avait jugé que la fréquence était trop faible et avait suivi l'argumentation de la direction.

Le fait d'avoir été exposé quotidiennement à l'amiante, le nombre de pathologies déclaré (plus de 80 cas, entraînant la mort d'au moins vingt salariés), tout cela n'entre pas dans les critères « administratifs ».

La longue plaidoirie de l'avocate de Sanofi s'est terminée par une déclaration effarante : « Je peux vous dire, messieurs, qu'en tant que l'une des avocates d'Eternit j'estime que ces salariés ont eu bien de la chance de travailler chez Sanofi, et pas à Eternit. » Et d'ajouter en substance « Au Canada, il y a encore des mines d'amiante, alors si l'amiante était si dangereuse, il y aurait bien plus de maladies ». Des déclarations lamentables et révoltantes, certes, mais qui ne font qu'exprimer ce que pensent les patrons.

Quant à la responsabilité de la direction dans ce drame sanitaire, elle a été réaffirmée par l'avocate des salariés, qui a rappelé qu'à sept reprises les tribunaux des affaires de la Sécurité sociale ont prononcé la faute inexcusable de Sanofi Vitry à l'occasion de procès intentés par des victimes ou leurs ayants-droits.

Le verdict sera connu le 11 juillet 2014.

Correspondant LO

## • Altia – Limousin

### Monopoly avec la peau des travailleurs



Manifestation en février.

**Les usines Altia de Bessines (Haute-Vienne) et La Souterraine (Creuse), avec trois autres usines de la division Emboutissage de l'équipementier automobile, viennent d'être placées en redressement judiciaire. Les travailleurs de La Souterraine se sont mis en grève tandis que, le jeudi 24 avril, ceux de Bessines retenaient pendant neuf heures le PDG de Transatlantic Industries, leur repreneur, lié à un fonds d'investissement spécialisé dans le rachat et la revente d'entreprises en difficulté.**

Altia, qui ne payait plus les salaires et les fournisseurs de sa division Emboutissage, a prétexté des difficultés liées à une baisse de l'activité automobile pour s'en débarrasser. En réalité, les trois actionnaires du groupe ont créé une nouvelle société en juillet dernier : Altia Aérospace, au capital de 2 millions d'euros, dont l'objet est, notamment, « la prise de participations directes et indirectes dans toutes sociétés ou entreprises », ce qui tend à prouver qu'il s'agit tout simplement

d'une magouille !

Le feuilleton dure depuis des mois : les principaux donneurs d'ordres, PSA et Renault, qu'Altia approvisionne notamment en châssis, refusant la cession à la société choisie par Altia.

PSA et Renault, ayant besoin de la production des usines Altia, ont accepté de mettre la main à la poche pour que les salaires des derniers mois et les fournisseurs soient payés. Mais aujourd'hui les salaires sont de nouveau en retard. Les

travailleurs espèrent que la nomination d'un administrateur judiciaire permettra qu'ils soient rapidement versés. Pour la suite, ils s'attendent à un nouveau plan de licenciements.

Ces dix dernières années, dénommés tour à tour Wagon, Sonas, Halberg, Altia, ils ont été vendus et revendus à une pléiade de repreneurs et, à chaque cession, des dizaines d'entre eux se sont retrouvés à la rue. Leurs patrons successifs, eux, sont partis avec de quoi recommencer leurs juteuses opérations ailleurs.

Les emplois et les salaires sont toute la vie des travailleurs et de leurs familles. Et il est inacceptable que les magouilles financières et commerciales de tous ces groupes les privent de leur seul moyen de vivre.

Correspondant LO

## • La Poste Courrier – Nantes-Bretagne

### Sept jours de grève contre les suppressions d'emplois

La direction avait décidé de ne pas vraiment payer la distribution des plis électoraux et de faire travailler plus l'été les facteurs. La réaction du personnel a mis ces deux projets en échec. La direction voulait aussi supprimer des emplois, 20 sur 190, même si elle a commencé par minimiser ce chiffre. Les syndicats ont alors appelé à la grève pour le 22 avril. Ce jour-là, un piquet de grève expliquant les raisons du mouvement, la grève a touché 85 % des facteurs et des remises.

La direction a tenté de faire passer du courrier, celui des entreprises, en rameutant les cadres volontaires. Cela a été un échec, et très peu de courrier a été écoulé.

Les grévistes ont découvert au CTED de Sautron un « tri parallèle », avec des cadres, à raison de quatre caissettes pour deux cadres. Cela a bien fait rire. La direction a aussi demandé aux entreprises de



passer récupérer leur courrier. Elle a également proposé à ceux qui le souhaitent d'aller voir la « concurrence », Transesco, pour la récupération du courrier.

De nombreuses actions ont eu lieu, dont la présence des grévistes à l'entrée des guichets. « On vous soutient, on vous comprend, chez nous c'est pareil », ont dit les guichetiers. Les grévistes ont également distribué des tracts aux usagers ou encore rendu visite aux postiers

d'autres centres. Les syndicats de la Banque postale, située dans le même bâtiment, ont organisé une collecte de soutien.

Chaque jour, les grévistes se retrouvent au piquet de grève, la plupart du temps dans la cour, et discutent des derniers événements de la grève. Qu'elle semble loin, la propagande patronale sur la productivité et les challenges commerciaux. Pour l'instant, la direction n'a reculé que sur trois emplois.

Correspondant LO

### • Airbus – Toulouse

# Encore un accident grave

**Jeudi 24 avril, un peu après 10 heures, à la salle de peinture C35 sur le site Clément-Ader, un accident grave s'est produit. Quatre peintres devaient apprêter un Airbus A330. La plate-forme sur laquelle ils étaient a brutalement basculé. Si l'un des peintres a pu se retenir aux câbles, les autres ont basculé dans le vide. Une chute d'une dizaine de mètres sur le sol en béton. Les trois ouvriers grièvement blessés ainsi que celui resté suspendu ont été emmenés à l'hôpital. Très rapidement, des policiers, l'inspection du travail sont intervenus et la salle de peinture a été fermée. Une cellule psychologique a été mise en place pour les peintres. Les autres intervenants ont été déplacés dans d'autres ateliers.**

La direction a dit vouloir faire procéder à la vérification de toutes les salles de peinture avec plates-formes. Il a été interdit d'y travailler. Et d'ailleurs le sentiment partagé par les peintres est : « *Tant que l'on ne saura pas ce qui s'est passé, on ne montera pas sur les*

*plates-formes.* »

Un CHSCT extraordinaire a été réuni. Depuis, aucun syndicat n'a fait quoi que ce soit, ne serait-ce qu'une information à l'ensemble des salariés. Pourtant, on peut se poser des questions. Pourquoi les peintres n'avaient-ils pas de harnais les

retenant ? Pourquoi ne portaient-ils pas de casque ? Parce que, lors de l'évaluation des risques, le fabricant et Airbus ont négligé le risque de chute ? Pourquoi, puisqu'il semble qu'il y ait déjà eu des dysfonctionnements signalés, rien n'a-t-il été fait ? Par manque de temps ? Par souci d'économies ?

Pourquoi, quand il est question d'investissement, faut-il toujours soumettre le bien-fondé aux « financiers », et surtout préciser le rapport entre ce que cela coûte et ce que cela rapporte ?

Cette politique conduit à des choix qui font que les installations de travail, les machines, etc., ne sont

sûrement pas les meilleures possibles. Mais bien des travailleurs, à juste titre méfiants à l'égard de la direction, pensent que ce sera comme chaque fois : on leur cachera la vérité.

Aujourd'hui, la direction tente de minimiser sa responsabilité en déclarant que les accidents graves à l'usine étaient rares. C'est faire fi des accidents mortels qui ont eu lieu ces dernières années. En 2002, un délégué hygiène et sécurité de la CGT est décédé au cours d'un essai de pressurisation sur avion. En 2005, un chef d'équipe est mort au cours d'un essai hydraulique sur la chaîne A300. En 2010,

un ouvrier du bâtiment de 23 ans s'est tué sur un chantier de l'Airbus A350 suite à la rupture d'un câble soutenant la nacelle sur laquelle il était. Et c'est sans compter les autres accidents comme, sur le site Saint-Éloi, où une machine ASEA a explosé et où on peut dire que c'est un miracle s'il n'y a pas eu de mort.

Quant aux formations de secours suivies par les employés, dont se félicite la direction, elles ne l'exonèrent pas de ses responsabilités. C'est à elle qu'il revient de mettre tout en œuvre pour assurer la sécurité au travail de tous.

Correspondant LO

### • Sous-traitance Airbus – Toulouse

# La variable d'ajustement, ce sont les emplois

**Airbus affiche sa bonne santé avec des carnets de commandes pleins pour... huit ans. Dans le même temps, pour les dirigeants du groupe, il n'est question que de « profitabilité », de « faire du cash » et de « marges pas inférieures à 10 % ». Et la variable d'ajustement, ce sont les emplois.**

En bonne logique capitaliste, et en l'absence de programme nouveau d'ici à dix ans, les bureaux d'études d'Airbus sont donc dans le collimateur. Selon une étude commandée par la CGT, le bureau d'études, qui compte environ 14 000 salariés dans le monde, devrait voir ses effectifs diminuer de 30 à 40 % d'ici à 2018.

Quant à la sous-traitance, ce n'est pas mieux : il est question que soient supprimés 3 000 emplois d'ingénieurs et techniciens sur les 21 000

qui existent dans les sociétés de conseil technologique et autres sociétés de service informatique (SSII).

Chez AKKA technologies, Altran, Assystem, Capgemini, Gfi, IBM, Sogeti, Safran Engineering Services, les contrats de sous-traitance avec Airbus sont en chute libre. Cette diminution de charge implique des pressions plus importantes sur les travailleurs pour les pousser à accepter des mutations diverses et variées, surtout loin de Toulouse.

À Altran par exemple, la

direction demande à des salariés sans activité d'aller à Paris, ou d'attendre qu'un poste se libère pour eux en région parisienne. L'inactivité ou l'éloignement en perspective sont des bons moyens pour que ces salariés finissent par démissionner.

Chez AKKA Informatique et Systèmes (filiale du Groupe AKKA Technologies), qui s'est spécialisé dans le rachat de nombreuses petites entreprises d'ingénierie, même scénario.

Beaucoup d'ingénieurs sont en « inter contrat », c'est-à-dire entre deux missions de sous-traitance, et c'est une situation qui dure. Là aussi, il y a de fortes pressions pour que les salariés prennent la

porte de sortie ou choisissent la mobilité géographique. Ne pas accepter la mutation parce que la direction refuse d'assumer les frais de transport ou de tenir compte des temps de trajet augmentés, c'est le licenciement.

Chez Safran Engineering Services, dans certains services, la baisse d'activité sera de 30 % à 50 % suivant les départements. Ce sont les sous-traitants du sous-traitant qui vont être remerciés. Pour les ingénieurs Safran, chacun attend de voir comment cela va se passer. Pour l'instant il n'y a pas de pression vers la mobilité. Le patron continue de dire que « *tout va bien* », et que « *l'avion plus électrique va nous donner du boulot* ».

Pour l'instant, il y a peu de réaction en dehors de l'inquiétude. Cependant la CGT Airbus anime une coordination des sous-traitants et essaie de faire le lien entre les travailleurs de ces différentes entreprises, ne serait-ce qu'en diffusant les informations.

Toutes ces entreprises sous-traitantes sont des filiales de grands groupes qui font de confortables bénéfices, autant que Airbus Group. Alors, si Airbus décide qu'il y a moins de travail, c'est la répartition du travail entre tous sans diminuer les salaires qu'il faut imposer à tous ces trusts. Ce n'est pas aux salariés de subir les conséquences de leurs choix économiques.

Correspondant LO

### • Jeannette – Caen

# Les travailleurs tiennent bon

À Caen, les 37 salariés de la biscuiterie Jeannette continuent le combat et occupent leur usine depuis deux mois. Leur décision de redémarrer la production, leur persévérance ont créé l'événement. Il y a eu des reportages sur les chaînes nationales et la solidarité des milieux populaires, à Caen et au-delà. Ainsi les ventes de madeleines, sur les marchés ou à la porte de l'usine, ont connu un succès massif.

Cette entreprise était formellement liquidée depuis janvier. C'est du moins ce qu'on disait aux travailleurs. Mais, face à leur lutte, de nouvelles offres de reprise ont

été examinées et un maintien de l'activité a été rediscuté.

C'est au pied du mur qu'on juge d'ailleurs ceux qui n'ont que des bonnes paroles. Ainsi, si plusieurs mairies des communes populaires de banlieue donnent des repas pour les ouvriers qui occupent l'usine, la nouvelle mairie UMP de Caen a botté en touche, prétextant que ce serait trop cher. Quant à Montebourg, qui a reçu en grande pompe les travailleurs, il n'a pas eu grand-chose à leur promettre.

Quelle sera l'issue de la lutte ? En tout cas, la détermination des grévistes est leur meilleure arme pour l'avenir.

Correspondant LO



# Samedi 7, dimanche 8, lundi 9 juin à Presles (Val-d'Oise) La Fête de Lutte Ouvrière

La Fête de Lutte Ouvrière se tiendra, comme chaque année, pendant le week-end de la Pentecôte, dans un parc boisé à Presles (Val-d'Oise).

C'est un grand rassemblement populaire où l'on trouve de quoi satisfaire toutes les envies de spectacles, de musique, de films, de jeux et de découvertes. C'est aussi un lieu de débats et d'échanges où l'on fraternise aussi bien en famille qu'avec des amis, des collègues ou des inconnus (venus parfois de loin).

La Fête est aussi un rassemblement politique qui réunit

ceux qui ont la conviction que le monde du travail, et lui seul, peut offrir une issue à la crise du capitalisme. Et c'est parce que la lutte des travailleurs est internationale que l'on y croise, dans les allées ou à leur stand, des travailleurs et des militants de nombreux pays.

Alors, ne ratez pas cette occasion de savourer trois jours de liberté, de fraternité et de détente, et réservez dès maintenant ce week-end. Et n'attendez pas pour vous procurer la carte d'entrée.

Et à bientôt, à la Fête!



Dimanche et lundi à 15h  
Allocution  
de Nathalie Arthaud  
sur le Grand Podium

## Les artistes à la fête

### • Au Grand Podium

**HK & LES DÉSERTEURS**, le chanteur d'HK et les Saltimbanks reprend des classiques de la chanson française en version chaâbi, la musique populaire algérienne

**PARIS COMBO**, chansons swing, entre exotisme et réalisme, avec la chanteuse Belle du Berry

**FÉLOCHE**, chanson électro-cajun décalée et originale dans une ambiance tonique et joyeuse

**TOURNÉE GÉNÉRALE**, chanson rock engagé

**LES YEUX D'LA TÊTE**, musique sans frontières et festive



**ÉVELYNE GALLET**, chansons mordantes

**NAWEL**, rock électro-tunisien

**FRÉDÉRIC FROMET** et ses « chansons vaches »

**GIPSY KAMIKAZE**, funk aux couleurs tziganes, orientales et manouches

### • Au Théâtre de Verdure

Jazz, rock, blues, opéra bouffe, chansons et musiques antillaises, il y en aura pour tous les goûts...

## L'arboretum

Le long des sentiers arborés de l'arboretum, avec ses 110 espèces d'arbres différentes, vous pourrez faire trois parcours-visites différents : « L'arbre, cet être étonnant », « Les arbres voyageurs »,

« Comment reconnaître les arbres en utilisant ses cinq sens ».

Au pavillon de l'arboretum, une présentation nouvelle sera proposée : « le bois, quel matériau ! ».

### Expo-photos: Il y a 40 ans, le Portugal

À l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de la « révolution des œillets » le 25 avril 1974 au Portugal, exposition des photos de Gérald Bloncourt : la misère et la dictature, l'émigration en France et les bidonvilles, la « révolution des œillets ».

### Aux chapiteaux Karl Marx et Friedrich Engels

**François Graner**, auteur du livre *Le sabre et la machette : Officiers français et génocide tutsi*

**Judith Magre**, comédienne, lira des textes écrits il y a quarante ans par les militantes du MLAC, le Mouvement pour la liberté de l'avortement et la contraception.

**Jean-Jacques Marie**, historien, auteur de *Béria, le bureau politique de Staline*

**Nicolas Offenstadt**, historien, auteur de *La Grande Guerre. Le Carnet du centenaire*

**Maurice Rajsfus**, auteur de *La censure militaire et policière 1914-1918*

**Claudine Rey et Sylvie Pepino**, co-auteurs du *Petit dictionnaire des femmes de la Commune - Les oubliées de l'Histoire*

**Alexis Spire**, auteur de *Faibles et puissants face à l'impôt*

## La Cité des arts

Écouter la réincarnation de Rembrandt expliquer comment il peignait — apprendre une chorégraphie en une heure — désosser un violon pour voir comment ça marche — se rendre compte que la musique contemporaine peut être pour vous — se laisser bercer par des airs d'opéra — créer une

tête d'homme avec de la terre en cinq minutes — écouter les explications d'une chorale sur ce qu'est la musique... **La Cité des arts sera là pour vous faire comprendre des démarches artistiques multiples. Animations, ateliers de réalisation, discussions vous attendent.**

## À la Cité des Sciences Les débats

**Ronan ALLAIN**, paléontologue : « Les dinosaures » - **Antoine BALZEAU**, chercheur : « Le cerveau des hommes préhistoriques » - **Eric BAPTESTE**, chercheur en biologie évolutive : « Les gènes voyageurs, d'une espèce à l'autre » - **Dominique BOCKELEEE-MORVAN**, astrophysicienne : « La sonde Rosetta » - **Cléo BERTELSMEIER**, chercheuse en écologie et évolution : « Le cerveau des fourmis » - **Lounès CHIKHI**, chercheur : « L'ADN, nos ancêtres et nous » - **Francis EUSTACHE**, chercheur en neurologie : « La mémoire » - **René FRYDMAN**, médecin gynécologue accoucheur : « Les mille

et une façons de concevoir un enfant » - **Marylène PATOU MATHIS**, préhistorienne : « Préhistoire de la violence et de la guerre » - **Marc PESCHANSKI**, biologiste chercheur : « Le XX<sup>e</sup> siècle des neurosciences » - **Hervé PLATEL**, neuropsychologue : « Cerveau et musique » - **Daniel ROUSSEAU**, pédopsychiatre : « Comment un bébé se connecte aux adultes » - **Guy THERAULAZ**, éthologue : « L'intelligence collective des fourmis, termites, guêpes et insectes sociaux » - **Philippe ZARKA**, astrophysicien « Dis-moi ton signe astrologique et... je ne te dirai pas qui tu es »

## Vos cartes d'entrée et bons d'achat

La carte d'entrée, valable trois jours, est d'ores et déjà disponible. Pour quelques jours encore, jusqu'au 4 mai, elle est vendue au tarif réduit de 12 euros pour les trois jours. Elle coûtera 15 euros à partir du 5 mai et 20 euros les 7, 8 ou 9 juin. L'entrée sera gratuite pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés.

Des bons d'achat, d'un pouvoir d'achat de 5 euros mais vendus 4 euros sont également disponibles. Attention, cette réduction n'existe que pour les bons achetés avant la fête.

Vous pouvez vous procurer cartes et bons, soit auprès de nos camarades, soit en

écrivant à Lutte Ouvrière - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18. Indiquez dans votre courrier le nombre de cartes et de bons d'achat demandés, en joignant un chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière, sans oublier d'indiquer l'adresse d'expédition et le téléphone. Envoi franco.

Le site de la Fête : [fete.lutte-ouvriere.org](http://fete.lutte-ouvriere.org)

## Et encore...

Aux temps de la préhistoire - Les animations dans les allées - Le Carrousel de la Connaissance : « les migrations qui ont

fait l'humanité » - Les cinq librairies - Les cuisines de tous les pays - Le cirque Ulher - Les cinémas - Le Village médiéval,

ses artisans, ses danseurs et jongleurs, ses tavernes, son bal et ses trouvères - le Parcours dans les arbres.

## Pour venir à la Fête

La Fête est facilement accessible par le train depuis la gare de Paris-Nord (la gare de Presles-Courcelles est à 900 mètres de la Fête, dont les 300 derniers en côte). Le Pass Navigo mensuel et annuel

étant dézoné les week-ends et jours fériés, il pourra être utilisé sur ce trajet.

On pourra également prendre les cars gratuits qui partent du métro Saint-Denis-Université (terminus de la

ligne 13) et qui vous déposent à l'entrée de la Fête.

**Automobilistes, attention : Presles est une petite ville et le stationnement des voitures y est très difficile.**